ISSN 0024-7650

Reagan-Gorbatchev en Islande, Jean-Paul II en France :

du sabre au goupillon...ça papaute

p. 8 - 9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 958 - 11 octobre 1986 - prix : 6 F

Plus les entreprises licencient, plus les profits montent

p. 16

Les attaques sont générales la défense doit l'être aussi

M 6189 - 958 - 6 F

SOMMAIRE

International

Page 7 :
— Grande-Bretagne : les dirigeants travaillistes contre la classe ouvrière.

Pages 8 et 9 :
— Du sabre au goupillon, ça papaute : Reagan et Gorbatchev en Islande ; Jean-Paul II en France.

Page 16 :
— Philippines : Le PC victime des illusions qu'il entretient sur le gouvernement.
— Indonésie : exécution de dirigeants communistes.

Intérieur

Page 4
— Salaires, prix, profits...

Page 6 :
— En bref.

Pages 10 à 13 :
— Dans les entreprises : Air France ; Enertec Schlumberger ; RNUR Billancourt.
— Plus les entreprises licencient... plus les profits remontent.

Loisirs et culture

Page 14 :
— Livres : *La caserne* de J. Mac Gahern ; *L'histoire commence à Sumer* de S. Noah Kramer.

Page 15 :
— Fims : *Le tango de notre enfance ; Mission ; Thérèse.*

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

dans notre courrier

Injustice sommaire :

A Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, la justice a décidé il y a deux semaines qu'il n'y avait pas lieu de continuer les poursuites contre sept Blancs "caldoches" inculpés pour avoir tendu une embuscade et assassiné dix militants indépendantistes kanaks.

Ces sept Blancs, reconnus par de nombreux témoins, ne niaient pas les faits. Oui, ils avaient bien tiré et tué et, selon les témoins, achevé les blessés. Mais ils se considéraient en état de légitime défense, disant que le pouvoir "les abandonnait". Les juges de Nouméa ont repris ce prétexte pour justifier le non-lieu.

Comme nous l'écrivons, déjà dans le numéro précédent de notre hebdomadaire, il n'y a pas qu'en Afrique du Sud que la peau d'un Noir ne vaut pas cher, pour les possédants et pour l'administration.

Nous recevons cette semaine un communiqué du FLNKS-France contre ce "déni de justice" :

"Le Bureau Politique du FLNKS constate que le Parquet de Nouméa, sur instructions du ministre de la Justice et des plus hauts responsables du gouvernement à Paris, a entériné la décision scandaleuse du juge Semur prononçant le non-lieu à l'encontre des assassins des Kanaks de Tiendanite. Les terroristes qui ont lâchement massacré dix de nos frères, dans des circonstances qui ne laissent pas le moindre doute sur le caractère prémédité de leur attentat, sont aujourd'hui blanchis par un appareil judiciaire qui dévoile là son véritable visage colonial.

Ainsi cette démocratie française, qui prétend lutter contre les terroristes à Paris avec les seuls moyens dignes d'un Etat de droit, ordonne la libération des terroristes caldoches et abdique devant sa mission élémentaire d'assurer la sécurité et de rendre la justice.

Plus personne aujourd'hui ne pourra accorder le moindre crédit aux leçons de morale et aux professions de foi démocratiques des Chirac, Pasqua et Chalandon. Les droits de l'homme sont indivisibles. Or dix Kanaks lâchement assassinés ne pèsent manifestement pas le même poids selon qu'ils meurent à Paris ou en Kanaky.

Devant cette provocation caractérisée et cette véritable incitation aux meurtres de Kanaks, le Bureau Politique du FLNKS appelle solennellement le peuple Kanak à se mobiliser et à rester extrêmement vigilant.

Le gouvernement Chirac cherche à inciter les Kanaks à se faire justice eux-mêmes. Nous ne devons pas tomber dans ce piège grossier et leur donner un prétexte pour accentuer la répression et nous discréditer. Face à leur barbarie, opposons-leur notre dignité. Nous réaffirmons aujourd'hui que la seule justice que nous réclamons, la seule réparation possible pour tous nos frères assassinés, reste l'accession de Kanaky à l'indépendance. Aucun crime, aucun délit de justice n'arrêteront ce combat.

Le Bureau Politique du FLNKS lance un appel à tous les gens épris de justice, à l'opinion internationale, pour condamner cet acte infâme qui disqualifie définitivement ce pays qui se prétend la patrie des droits de l'homme.

Le bureau Politique du FLNKS exprime sa profonde solidarité avec les familles des victimes de Tiendanite."

A propos des derniers attentats :

"Aux copains de Lutte Ouvrière

Je viens de lire deux articles de *LO* du 13 septembre : l'éditorial d'A. Laguiller et celui intitulé *Terrorisme, le piège du nationalisme,* page 5. Je suis très choquée ! Par la confusion et l'assimilation faite au sujet du représentant du peuple palestinien. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) ne peut être confondue avec le Jihad Islamique, les fous de Dieu. Cette erreur fâcheuse est induite par les phrases suivantes : *"Si le peuple palestinien n'a pas à considérer les Juifs comme adversaires"* ou *"Le peuple palestinien mérite mieux que ces défenseurs-là. C'est vrai que c'est peut-être les seuls défenseurs qu'il a."* Phrases qui commentent les derniers attentats. Or je vous rappelle que les attentats ont tous été signés par le Jihad Islamique et condamnés par l'OLP. Faut-il rappeler que le Jihad est un mouvement religieux pro-iranien, dont le but est l'instauration d'un régime islamique au Liban, alors que l'OLP est une organisation presque aussi ancienne que l'Etat d'Israël, donc aussi ancienne que l'existence des réfugiés palestiniens qu'elle représente. Son but n'est pas religieux, mais la restitution de leur terre aux Palestiniens. L'OLP prône un Etat démocratique et laïque où juifs, musulmans, chrétiens, vivraient sur la même terre sans distinction de race ou de religion, contrairement à l'Etat d'Israël.

Les lecteurs de *LO* ne mériteraient-ils pas cette mise au point ? Au risque, sinon, de partager l'association : terroriste = Palestinien = étranger = immigré."

N.J. (Tours)

Des deux massacres d'Istambul et de Karachi auxquels ces articles faisaient allusion, le deuxième, bien que non revendiqué, a été attribué aux équipes de terroristes palestiniens d'Abou Nidal. Celui-ci, qui en avait revendiqué d'autres, n'a pas démenti...

Mais le principal problème que soulève ta lettre est ailleurs. Tu nous reproches de créer la confusion avec l'OLP qui *"prône un Etat démocratique et laïque où juifs, musulmans, chrétiens, vivraient sur la même terre"*.

Nous sommes solidaires du peuple palestinien. Mais il mérite ou aurait mérité d'autres dirigeants que les nationalistes de l'OLP pour le représenter. Car il ne suffit pas de se dire partisan d'un Etat démocratique pour en bâtir vraiment un quand on arrive au pouvoir. Le monde est plein de chefs d'Etat qui prétendaient se battre pour la démocratie, et ont fait se battre derrière eux des gens pour cela. Mais leur façon de n'utiliser que des méthodes militaires, voire terroristes, indiquaient le choix d'exercer ensuite une dictature de classe, plus ou moins populaire, contre le peuple des pauvres.

C'est le préfet qu'il faut expulser! Un lecteur de Belfort nous écrit :

"Mardi matin 23 septembre, un ouvrier algérien, Hocine Bourouba, serrurier chez un artisan, est arrêté à son travail. Le soir même, il est mis dans le train, direction Lyon, puis dans l'avion pour Constantine.

C'est le préfet qui a ordonné cette expulsion, en application de la loi Pasqua toute récente du 9 septembre 1986.

Hocine Bourouba est né en France à Toul, en 1954, et était retourné en Algérie avec sa famille en 1975. En 1982, il est revenu en France et travaillait depuis cette date chez un artisan des environs de Belfort. Il payait régulièrement les cotisations sociales, les impôts et son loyer mais, au regard de la loi, il était en *"situation irrégulière"* car il n'avait pas pu obtenir une carte de séjour. Voilà ce que son patron a déclaré à la presse locale : *"Je suis foutu, je n'ai plus d'ouvrier. J'avais embauché Hocine le 18 octobre 1982. C'était un excellent ouvrier, consciencieux. Grâce à lui mon entreprise, qui était en liquidation judiciaire il y a peu, était en train de refaire surface. Grâce à lui et grâce aussi à l'Alsthom qui nous faisait confiance, notre petite SARL tournait. Enfin !"*. Aussitôt connue, cette expulsion a suscité de la réprobation parmi les ouvriers de l'Alsthom qui avaient eu l'occasion de travailler aux côtés de Hocine Bourouba, estimé et sympathique.

Vendredi 26 septembre, à l'appel des organisations de gauche et des associations antiracistes, un rassemblement a regroupé 150 personnes devant la préfecture. Le préfet ne recevra une délégation que le jeudi 2 octobre. Mais quelques heures ont suffi pour expulser un travailleur !"

L.B. - Belfort

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

aura lieu

Vendredi 24 octobre 1986

à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5e
sur le thème :

L'impérialisme français au Moyen-Orient

La classe ouvrière a les moyens de se faire craindre

Un jour, c'est telle cotisation sociale qu'on augmente — uniquement la part des salariés et pas celle des employeurs bien sûr. Une autre semaine, c'est telle prestation de la Sécurité sociale que l'on diminue ou que l'on supprime, c'est le montant des retraites que l'on menace de réduire... Tout cela sur fond de chômage croissant, qu'il n'est absolument pas question de réduire à court terme puisqu'on prévoit trois millions de chômeurs alors qu'il y en a déjà deux et demi.

On fait grand bruit autour des mesures prises pour les jeunes. Mais chacun sait que cela ne créera pas un seul emploi. Cela ne fera simplement que trois ou quatre cent mille salariés qui coûteront moins cher aux patrons s'ils ont moins de 26 ans, sur le dos de la Sécurité sociale et de l'Etat. Mais cela ne créera pas un emploi de plus. L'argent que les patrons gagneront, ils achèteront des voitures de luxe avec, se paieront de beaux voyages, mais ils n'investiront pas.

Depuis cinq ans, les entreprises françaises dans l'ensemble rapportent beaucoup. Le cours des actions à la Bourse de Paris a augmenté de 400 % depuis 1981, et de 40 % rien que depuis le début de l'année 1986.

Si le cours des actions augmente, c'est que ces actions rapportent des dividendes. Donc que les entreprises françaises correspondantes font des bénéfices en proportion. Car les capitalistes ne sont pas fous, ils n'achèteraient pas des actions qui ne rapportent pas. Et quels sont les salaires qui ont connu une telle augmentation depuis 1981 ? Aucun bien sûr. C'est justement parce que les salaires diminuent que les entreprises rapportent plus, avec les vieux bâtiments, les vieilles machines et sans le moindre investissement. La production n'augmente pas, elle diminue parfois. Ce qu'ils appellent "rationaliser". Mais les bénéfices, eux, augmentent toujours.

Le problème est qu'on a eu un gouvernement de gauche, et, avec lui, ça a été de plus en plus mal. Et le gouvernement de droite continue à attaquer les travailleurs sur le terrain qu'avait préparé le gouvernement de gauche.

Les travailleurs ont fait confiance au bulletin de vote. Et aujourd'hui, après avoir donné un gouvernement de gauche qui ne faisait rien pour les travailleurs, ces bulletins de vote ont ramené un gouvernement de droite qui fait tout ce qu'il peut contre eux.

Les travailleurs ne peuvent-ils pas se défendre en dehors des élections ? Si, bien sûr. Ils l'ont fait quelques fois, par des grèves qui ont fait reculer le gouvernement et le patronat. C'était généralement des grandes grèves touchant presque toutes les entreprises du pays et des centaines de milliers de travailleurs.

Mais est-ce qu'aujourd'hui de telles grandes grèves sont possibles ? Beaucoup de travailleurs craignent le chômage, justement, et se disent que s'ils font grève, cela va nuire à leur entreprise, qu'ils vont se retrouver sans travail et que ce sera pire.

C'est justement là-dessus que spéculent le gouvernement et le patronat, et c'est cette situation dont ils profitent, du fait que les travailleurs ne se défendent pas.

Mais en réalité, le gouvernement et le patronat ont bel et bien peur que les travailleurs se mettent en grève. Car le chômage ne veut pas dire que les entreprises ne rapportent pas. Bien au contraire. La production diminue mais le nombre des ouvriers encore plus. Et, les salaires réels aussi. Et comme le prix des matières premières a baissé aussi, les bénéfices sont beaucoup plus grands. Alors, une grève aujourd'hui ferait perdre beaucoup d'argent à la bourgeoisie mais ne contraindrait pas les entreprises à la fermeture pour autant.

Ce qui pourrait conduire les entreprises à la fermeture, c'est justement la continuation de la spéculation boursière actuelle qui, un jour ou l'autre, pourrait se traduire par un krack comme dans la grande crise de 1929. Mais les revendications des travailleurs n'y étaient pour rien et leur grève non plus.

Le patronat, aujourd'hui, gagne de l'argent ; beaucoup d'argent. Et pour cela, il faut que les entreprises tournent, qu'elles soient industrielles, bancaires, d'assurances... Et pour tourner, elles ont peut-être besoin de moins de travailleurs qu'il y a cinq ans, mais justement ceux qui restent sont d'autant plus nécessaires.

C'est pourquoi les patrons ne sont pas aussi forts qu'ils font mine de l'être. C'est pourquoi des grèves, si elles ne restaient pas locales, si elles se généralisaient, pourraient les faire trembler.

Oui, la classe ouvrière aujourd'hui a les moyens de se faire craindre.

Arlette LAGUILLER

Les attaques sont générales, la défense doit l'être aussi

Il ne se passe pas de semaine sans que l'on apprenne que le gouvernement vient de s'en prendre encore un peu plus au niveau de vie des travailleurs.

Aujourd'hui la situation serait propice à ce que les travailleurs se défendent, malgré le chômage. Mais à la condition que les grèves atteignent beaucoup d'entreprises en même temps, et des dizaines voire des centaines de milliers de travailleurs en même temps.

Le 21 de ce mois, FO, la CFDT, la FEN, la CGC, la CFTC appellent tous les travailleurs de la fonction publique à faire grève. On peut se dire : c'est déjà pas mal. Bien sûr, ils n'appellent pas tous les travailleurs, ils n'appellent que ceux qui craignent moins le chômage que les autres. Mais est-ce vraiment pour aider les travailleurs qu'ils appellent à cette journée d'action ? On peut se le demander, à la réaction que la CFDT par exemple a eue en apprenant que la CGT se ralliait à ce mouvement.

Ils devraient être contents : le mouvement sera plus fort, les grévistes plus nombreux puisque la CGT représente un grand nombre de syndiqués et une grande influence dans la fonction publique, elle aussi. Non, un dirigeant comme Edmond Maire proteste. Il dit que la CGT veut politiser leur mouvement.

Alors, est-ce les intérêts des travailleurs que ces dirigeants syndicaux cherchent à défendre, ou est-ce qu'ils cherchent simplement à montrer au gouvernement et au patronat que les syndicats ont de l'autorité sur les travailleurs et qu'ils peuvent leur faire faire grève quand ils veulent, et les faire reprendre quand ils le décident ?

La CGT s'est ralliée à ce mouvement de la fonction publique du 21 octobre, et elle appelle en même temps à une semaine d'action interprofessionnelle. Là aussi, on pourrait croire que c'est pour que les travailleurs arrivent à se défendre. Mais on vient de voir, dans la deuxième quinzaine de septembre, une grève qui a touché près de 5.000 employés de l'EDF-GDF sur Paris, et que ni la CGT ni les autres syndicats n'ont essayé de rendre vraiment victorieuse. La grève a éclaté spontanément, s'est répandue spontanément, et la seule chose qui n'a pas été spontanée c'est l'ordre de reprise des syndicats, tout à fait d'accord entre eux cette fois. Tout cela pour proclamer ensuite une journée d'action à date fixe, lorsque les travailleurs n'ont plus envie de faire grève.

Lorsque le mécontentement grandit et s'exprime, ces dirigeants syndicaux là manient l'éteignoir. Ce qui ne les empêche pas d'appeler à la lutte pour une journée symbolique, un peu comme le pape à sa journée sans guerre.

Ce n'est pas comme cela que l'on fera prendre peur à la bourgeoisie et au gouvernement.

Alors, n'y a-t-il rien à faire pour les travailleurs ? En comptant sur les dirigeants syndicalistes, il n'y a sûrement pas grand-chose à faire, en cette période. Par contre, une chose sur laquelle il a toujours été possible de compter dans ce pays, c'est sur la détermination des travailleurs eux-mêmes. Et bien souvent c'est la colère spontanée des travailleurs, s'exprimant parfois sans les syndicats, parfois avec eux, lorsqu'ils prennent le train en marche, qui a réussi à faire reculer gouvernement et patronat.

Il n'y a eu d'ordre de grève générale ni en Juin 36 ni en Mai 68, ni dans aucune des grandes grèves que la France ait connues, et il n'est pas dit que la colère qui s'accumule aujourd'hui parmi l'ensemble des travailleurs ne va pas exploser demain. La façon dont la grève s'est étendue à l'EDF en quelques jours, de quelques centaines de grévistes à quelques milliers, montre qu'on n'est pas loin de cette explosion.

Alors oui, le 21 octobre, il faudra que le maximum de travailleurs fassent grève. Mais ce qui serait très efficace, c'est que le 22, malgré les savants programmes des dirigeants syndicaux, il y ait beaucoup de travailleurs, aussi bien de la fonction publique que du privé, qui ne reprennent pas le travail. Voilà ce qu'il faudrait.

Peu de chances que cela se produise ? Peut-être. En tout cas, plus de chances que de gagner le gros lot au Loto. Et là, les travailleurs y peuvent quelque chose.

Editorial des bulletins d'entreprise du 6/10/86

Rien pour le porte-monnaie, tout pour la Bourse!

Pour des centaines de milliers de travailleurs, septembre a été le mois d'un anniversaire : celui des 0 % d'augmentation des salaires. Chez Peugeot, chez Chausson, à la SNCF et dans bien d'autres entreprises, que le patron soit privé ou l'Etat, il n'y a pas eu la moindre augmentation depuis maintenant un an et plus.

C'est le gouvernement socialiste à participation communiste de Mauroy-Delors qui avait inauguré le premier blocage des salaires, en juin 1982. A l'époque, l'objectif annoncé était d'empêcher les salaires de progresser plus vite que l'inflation. Dès l'année suivante, cela a été moins que l'inflation. Delors a inventé pour cela dans le secteur public, censé donner l'exemple, un système prenant en compte les augmentations accordées en fin d'année précédente.

Aujourd'hui, les salaires ne progressent même plus nominalement. C'est l'augmentation zéro. Pour l'année 1986, où l'augmentation des prix est estimée à 2,8 %, les salariés perdront donc 2,8 %. Mais en réalité, les salaires baissent encore plus, car il faut tenir compte des cotisations sociales. La dernière en date, appliquée à partir du 1er août, a été l'augmentation de la cotisation vieillesse de 0,7 % pour les salariés, y compris les fonctionnaires, les commerçants et les artisans, à laquelle il faut ajouter 0,4 % pris sur les revenus imposables de 1986 et 1987. Les entreprises, elles, n'ont rien eu à payer. Leurs cotisations restent inchangées. Et l'augmentation de ces prélèvements n'est pas du tout négligeable.

A la SNCF par exemple, selon les calculs de la CGT des cheminots, un agent touchant 6000 F net mensuels a perdu au total en quatre ans au bas mot 10000 F...

Pendant que les milliards s'évaporent ainsi des bulletins de paye des salariés, la Bourse, elle, n'en finit pas de monter. L'action de chez Bouygues, qui valait environ 300 F en 1982, dépasse aujourd'hui les 1400 F. Celle de l'autre trust du bâtiment et des travaux publics, SPIE-Batignolles, est passée de 170 à 810 F.

Le cours des actions à la Bourse de Paris a augmenté de 400 % depuis 1981, et de 40 % rien que depuis le début de l'année 1986.

Si le cours des actions augmente, c'est que ces actions rapportent des dividendes, donc que les entreprises françaises correspondantes font des bénéfices en proportion. Car les capitalistes ne sont pas fous. Ils n'achèteraient pas des actions qui ne rapportent pas. Et quels sont les salaires qui ont connu une telle augmentation depuis 1981 ? Aucun, bien sûr. C'est justement parce que les salaires diminuent que les entreprises rapportent plus, avec les vieux bâtiments, les vieilles machines et sans le moindre investissement. La production n'augmente pas, elle diminue parfois. C'est ce qu'ils appellent "rationaliser". Mais les bénéfices, eux, augmentent toujours, grâce aussi à la baisse du prix des matières premières importées des pays pauvres. Le cours moyen de ces produits importés a baissé de 15,5 % depuis le début de l'année et de 21 % l'année dernière ! *"Il y a de fait beaucoup de résultats semestriels à progresser de manière très sensible"*, écrit *Le Figaro* du 4 octobre, passant en revue les bénéfices des entreprises cotées en Bourse durant les six premiers mois de l'année. *"Et la fête n'est, semble-t-il, pas finie"* ajoute *Le Monde* du 5 octobre, qui annonce d'autres *"bonnes nouvelles"* dans les prochains jours.

Beaucoup de travailleurs craignent le chômage et se disent : si je fais grève, cela va nuire à mon entreprise, je vais me retrouver sans travail et ce sera pire. C'est précisément là-dessus que spéculent le gouvernement et le patronat. C'est de cette situation qu'ils profitent, de cette situation actuelle où les travailleurs se laissent faire, même si c'est en grognant.

En réalité, les entreprises font aujourd'hui des profits plantureux et les capitalistes ne pensent qu'une chose : pourvu que cela dure, que l'argent continue à rentrer dans les caisses, que les bénéfices atteignent sans cesse de nouveaux records. Mais ils n'en sont pas trop sûrs.

Hervé MARTIN

Agent de change faisant monter une bonne action

Comment réduire, non le chômage, mais les cotisations patronales

Le gouvernement fait grand bruit autour des mesures prises pour l'emploi des jeunes.

Sous le titre éloquent *"Embaucher en dessous du SMIC"*, une revue de propagande du RPR destinée aux patrons, *Décider,* récapitulait ainsi la panoplie des possibilités pour engager à salaire réduit des jeunes âgés de moins de 26 ans.

Il y a d'abord le *"stage d'initiation à la vie professionnelle"*. D'une durée de trois à six mois, il permet d'embaucher des jeunes qui, selon l'âge, recevront entre 580 et 1690 F de l'Etat plus 1500 F de l'entreprise (entre 17 % et 30 % environ du SMIC).

Vient ensuite le *"contrat d'adaptation"*: plus long que le précédent, il dure six mois minimum et peut être à durée indéterminée. La rémunération atteint 80 % du salaire des conventions collectives sans pouvoir être inférieur au SMIC. Le patron économise la totalité des cotisations de Sécurité sociale pendant les douze premiers mois et n'en paye que la moitié l'année suivante. Il récupère aussi 50 F par heure de formation et par jeune des organismes auxquels l'entreprise doit par ailleurs obligatoirement cotiser.

Autre variété : le *"contrat d'apprentissage"*. Durée : deux et parfois trois ans pour préparer un diplôme, CAP ou autre. La rémunération varie entre 15 % et 55 % du SMIC, versés par le patron, qui est exonéré de cotisations sociales pendant toute la durée du stage. Le contrat de qualification ne diffère du précédent que par une durée moindre (6 à 24 mois). Et mêmes avantages pour le patron.

Dans toutes ces formules, l'entreprise est censée assurer une qualification au jeune. De quel niveau ? C'est une autre histoire !

Mais même dans le cas où aucune formation n'est donnée, des exonérations de cotisations sociales sont encore possibles. C'est vraiment le menu à la carte !

Jusqu'au 31 janvier prochain, tout patron embauchant un jeune au SMIC a le droit de déduire 25 % de ses cotisations sociales pendant six mois. Il peut même économiser 50 % de ses cotisations pendant un an si le jeune embauché sort d'un des contrats de formation cités, d'un TUC, ou s'il a prolongé son service militaire par une formation à l'armée.

Tout cela ne créera évidemment pas un seul emploi supplémentaire et ne résorbera pas le chômage. Séguin lui-même, le ministre chargé de ces questions, reconnaît qu'il prévoit à court terme trois millions de chômeurs au lieu de deux et demi environ.

Mais l'objectif comme le résultat sont autres. Le gouvernement, celui de gauche puis celui de droite, aide la bourgeoisie à amputer le niveau général de vie de la classe ouvrière. Il aide à réduire la masse salariale pour maintenir, voire augmenter les profits. Ainsi, toutes les mesures dites *"en faveur des jeunes"* sont en faveur surtout des patrons et de leurs finances.

Le "coût" de 300000 ou 400000 jeunes, payés deux, trois ou cinq fois moins que des travailleurs plus âgés, et, par dessus le marché, les économies de "charges sociales" que leur emploi autorise, est moins onéreux pour les patrons que le coût des travailleurs qu'ils remplacent (et qui pouvaient être préalablement bien plus nombreux).

Et la classe ouvrière, elle, le paie. Les jeunes sont payés avec un lance-pierres. Les anciens n'ont plus que des retraites ou pré-retraites au rabais ou des allocations de chômage, bien inférieures, les unes ou les autres, au salaire antérieur. Et les uns et les autres paient davantage de cotisations sociales, en même temps qu'ils récupèrent moins en prestations...

Car les caisses de l'Etat, ou les Caisses de Sécurité sociale en partie vidées par les largesses aux patrons, il faut bien que d'autres les remplissent.

Pierre VERNANT

UNE CONSEILLÈRE D'ORIENTATION NOUS ÉCRIT

Le "D.I.J." ou comment gagner du temps

"Vos enfants sortent de l'école sans diplôme à 16 ans, ou sortent avec un CAP ou un BEP en poche, mais n'ont pas trouvé d'emploi. Que faire ? (...)

Essayer de se caser dans un stage du dispositif qui fut "Barre", a été "Auroux", "Delebarre", et maintenant "Séguin"? Dans ces stages rémunérés "16-25 ans", ces stages de "préparation à l'emploi", ces "stages d'initiation à la vie professionnelle", ces "contrats de qualification", ces "contrats d'adaptation à l'emploi ou à un type d'emploi", ces "TUC". Oui, mais comme ce n'est pas évident de s'y glisser, il a bien fallu trouver autre chose.

Et voilà le DIJ : "dispositif d'insertion des jeunes". Qu'est-ce? Tout simplement, un retour à l'école au moins jusqu'au 31 décembre. Pour suivre des cours? Non, pas vraiment.

Fin septembre, début octobre, les jeunes volontaires pour ce dispositif seront regroupés dans les établissements scolaires pour une durée moyenne de 12 heures et vus par des conseillers d'orientation. Tout cela, pour essayer de définir un "projet professionnel". (...)

De deux choses l'une : ou ils trouvent une place quelque part (pas un emploi), ou pas de solution. Alors il y aura pour les restants une "SIO" — n'ayons pas peur des sigles — une "session d'information et d'orientation" qui durera 6 semaines.

Dans cette "SIO", on reprendra tout par le début : et "Qu'est-ce que tu sais faire ?", et "Qu'est-ce que tu aimerais faire ?". "Comment on pourrait faire pour que tu arrives..." "Essais en entreprise..." "bilan individuel", etc., tout cela sous la responsabilité du chef d'établissement et avec l'aide de quelqu'un de l'ANPE, de la Mission locale, avec des conseillers d'orientation, des professeurs, des maîtres-auxiliaires — qui sont encore sans nomination ! — et même, pourquoi pas, avec des retraités, style "anciens chefs d'entreprises ou cadres ayant eu l'expérience du recrutement". (...)

Mais, avec tout cela, pas d'espoir mal placé, surtout : il n'y aura pas d'emploi au bout !".

JFP,
Conseillère d'Orientation

DÉCOUPAGE, CHARCUTAGE, 49-3

Les circonscriptions électorales ont des limites difficiles à définir, la majorité aussi !

Jacques Chirac n'a pas pu obtenir la signature de Mitterrand sous son ordonnance délimitant les circonscriptions électorales (projet qui complète la loi du 11 juillet 1986 rétablissant le scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des députés).

Alors Jacques Chirac a obtenu d'être autorisé (par ses ministres !) à recourir à l'article 49 - alinéa 3 de la Constitution, c'est-à-dire que le découpage Pasqua peut être adopté sous forme de loi par l'Assemblée nationale, mais d'une loi peu ou pas discutée, peu ou pas amendée.

Pourtant, le gouvernement Chirac est majoritaire à l'Assemblée. Largement. Et les députés de sa majorité le soutiennent. Alors, pourquoi utiliser ce moyen pour empêcher que l'Assemblée discute cette loi ?

Evidemment, le Parti Socialiste, le Parti Communiste, le Front National qui ont des groupes parlementaires, se préparent probablement à déposer des amendements qui devraient être discutés par l'Assemblée, et, pourquoi pas, il pourrait y avoir plusieurs amendements par circonscription, ce qui pourrait mener à 1000 ou 1500 amendements. Et ça pourrait prendre un temps fou...

Mais pourquoi pas ? En théorie, il n'y a pas le feu. Cette loi concerne les élections législatives qui n'auront lieu que dans cinq ans. Il y a tout le temps ! Et Chirac pourrait très bien choisir que cette loi soit d'abord discutée à l'Assemblée pour ne recourir à cet article 49-3, comminatoire, qu'ensuite, que d'ici un an ou plus, seulement si nécessaire, si la discussion s'est vraiment trop prolongée et pour y mettre fin de cette façon. Ou il pourrait simplement menacer de recourir audit article pour obliger les députés à se presser un peu. Qu'on n'y soit pas encore dans dix ans !

Et puis, quand même, il faut bien laisser les députés discuter, et voter. Car il y en a déjà beaucoup, des garde-fous contre l'Assemblée nationale, dans cette Constitution de la Ve République !

D'abord, le parlement a peu de droits par rapport au gouvernement, et au président de la République. Quasiment aucun pouvoir. Ensuite, quand on est député, pour avoir le droit de mettre un sujet à l'ordre du jour, ou de déposer un projet de loi, il faut être assez nombreux et constituer un groupe parlementaire. Un député tout seul n'a droit à rien. Tout juste à prendre la parole quelques instants dans le cadre d'une discussion prévue par d'autres.

Donc, laisser le parlement discuter un peu serait faisable, et on a vu dans le passé d'autres lois très largement et longuement discutées avant d'être adoptées, en particulier les "lois de finances" ou "budget".

En réalité, ce qui gêne Chirac pour le cas présent, c'est qu'il y ait un débat dans sa propre majorité ; que les députés, dans sa propre majorité, en profitent pour se plaindre, et qu'en se plaignant, ils montrent clairement combien cette loi est inique, antidémocratique, dans un domaine où pourtant les aspirations et les intérêts des classes pauvres ne sont pas sur-représentés. Chirac a même peur que, les élections présidentielles approchant, sa majorité éclate à ce propos, que le 49-3 ne soit plus utilisable, et qu'au terme de deux ans de gouvernement, Chirac n'ait plus de majorité pour le voter.

Et si la presse souligne une certaine détérioration du consensus droite-gauche, elle relève aussi une certaine dégradation dans la majorité. Apparemment, le terrorisme est prétexte à explosion de petites bombes à retardement entre Giscard et Chirac, Gaudin et Chirac, Barre et Chirac...

Cela s'ajoute au découpage des circonscriptions qui est aussi un découpage dans la majorité. Le 49-3 est le sparadrap qui peut faire tenir les morceaux ensemble. Mais pour combien de temps ?

Michelle VERDIER

LE GOUVERNEMENT ET LE TROISIÈME ENFANT

"Famille, je vous aime, moi non plus"

Le gouvernement a un plan. On ne fait pas assez d'enfants dans ce pays, paraît-il. Parce que notre industrie manque de bras ? Non puisqu'on en a trois millions de paires en trop. Mais "l'équilibre démographique" par rapport aux autres grandes puissances ne serait pas bon etc. et bla bla bla. Bref s'il y avait une guerre demain, plus il y aurait de monde et mieux ça vaudrait...

Alors voilà un nouveau train de mesures destiné à faire faire un troisième enfant... attention, à ceux qui en ont déjà deux, a précisé à la télé le ministre. Pour que les citoyens n'hésitent plus, on leur propose — sans dépenser d'argent en plus ou presque — de "réorienter" les prestations familiales. L'allocation parentale d'éducation pour le parent qui arrêtera de travailler à la naissance du troisième enfant passera de 1 500 F à 2 400 F et sera versée pendant trois ans au lieu de deux. Il est prévu également de diminuer, voire de supprimer les charges sociales d'une garde à domicile d'un enfant de moins de trois ans. Mais par ailleurs, sont supprimés des aides au logement aux jeunes ménages, les primes de déménagement, le *"complément familial maintenu"* versé pendant un an pour les familles qui cessent d'avoir trois enfants à charge, et le cumul de certaines allocations comme celles pour les jeunes enfants de moins de trois ans qu'on ne toucherait plus qu'une fois même si on a deux enfants à la suite.

En fait il ne s'agit pas d'aider les familles qui en auraient le plus besoin, au contraire, puisque ce sont ceux qui font des enfants sans calculs, parmi les couches les plus pauvres de la population, qui vont être perdants. A ceux-là, on leur enlèvera quelques maigres allocations et on leur rendra la vie encore plus difficile.

C'est que les préoccupations du gouvernement au sujet de la famille n'ont rien de social. Il s'agit seulement d'afficher une politique "nataliste", face à des concurrents, de droite ou d'extrême-droite, qui s'agitent sur ce thème, qui voudraient qu'on prenne plaisir à faire des enfants pour... repeupler la France ! Alors le gouvernement s'adresse à ceux qui hésitent à avoir un troisième enfant, en leur offrant ce qu'il enlève à ceux qui n'hésitent pas.

Dans la famille du gouvernement, on est minable, sordide ! Quant à savoir si cela incitera ou pas des couples à passer le cap de la "famille nombreuse", c'est une autre affaire. Car les considérations qui amènent des couples à limiter leur progéniture ne sont pas forcément celles que leur prête le gouvernement. Plus qu'une question de quelques sous, c'est tout l'environnement social et l'organisation du mode de vie qui est en question. Et même "pour la patrie", même pour un pourboire, ce n'est pas prouvé que le gouvernement réussisse le tiercé de la procréation.

Et ceux qui feront trois gosses, ce sera pour eux... pas pour le gouvernement !

Louis GUILBERT

Le gaullisme de 1958 était-il moins réactionnaire que celui d'aujourd'hui ?

Dans le dernier numéro de *Rouge* figure une réponse au commentaire que nous avions publié dans *Lutte Ouvrière,* le 13 septembre, à propos de la déclaration du Comité Central de la LCR. Nous nous sentions concernés car ce texte s'adressait plus particulièrement dans sa conclusion à Lutte Ouvrière.

Le rédacteur de cette réponse est choqué, tout particulièrement, parce que nous avions relevé que la déclaration du Comité Central de la LCR qualifiait le gouvernement Chirac de *"...plus réactionnaire que la Ve République ait connu..."*. Et d'expliquer que même De Gaulle n'était pas aussi réactionnaire, car sa politique *"fut principalement axée sur une tentative d'intégration du mouvement ouvrier rendue possible par l'expansion capitaliste des années soixante..."*.

Evidemment, le signataire de cet article est peut-être trop jeune pour avoir milité politiquement en 1958. Mais il pourrait au moins connaître ce que disaient et écrivaient à l'époque les représentants de sa tendance politique.

Précisons bien sûr que le gouvernement De Gaulle a pris ses fonctions en juin 1958, sous la Quatrième République. Les camarades du CC de la LCR peuvent donc l'avoir exclu des *"gouvernements de la Ve République"*, même s'il en fut le créateur. N'empêche que la Cinquième République a été instituée par le référendum du 28 septembre 1958, et que ce gouvernement De Gaulle est resté en place sous la Ve, jusqu'à ce que De Gaulle devienne président de la République, en janvier 1959, en prenant Debré comme Premier ministre.

Alors, est-ce que le gouvernement Chirac actuel peut être considéré comme plus réactionnaire que le gouvernement De Gaulle de l'automne 1958 ou le gouvernement Debré qui lui a succédé, sous la présidence de De Gaulle ?

En tout cas, à l'époque, à en croire les écrits des camarades de la section française du Secrétariat International, ancêtre de la Ligue Communiste Révolutionnaire, la politique de ces gouvernements n'était pas *"l'intégration du mouvement ouvrier rendue possible par l'expansion"*... Si ce n'était pas le fascisme pour les représentants en France du "Secrétariat Unifié", le "Secrétariat International" à l'époque, ça y ressemblait, ça n'en était pas loin. Et les exagérations des camarades de cette époque ne rendent pas plus justes les exagérations du Comité Central de la LCR d'aujourd'hui.

Ce qui prouve qu'il y a bien des choses à discuter entre la LCR et nous, y compris la confrontation de nos écrits passés.

ARGENTINE

La morgue d'un assassin

Le procès du général Camps, ancien chef de la police de Buenos Aires en 1976-1977, aux pires moments de la dictature, s'est ouvert le 27 septembre.

Camps a dirigé la répression dans toute la province de Buenos Aires. Sous son règne, on a recensé 7.000 disparus, dont 21 enfants. C'est de lui que dépendait un réseau de 15 camps de détention et de torture. Il est précisément accusé de 214 séquestrations, de 20 cas de tortures, 32 homicides, 2 viols, 2 avortements par torture et de 10 enlèvements de mineurs.

Comme beaucoup de militaires argentins, Camps continue à revendiquer ses actes sous la dictature et à se flatter de ses "succès". Il considère avec le plus haut mépris le régime d'Alfonsin — qu'il traite de "marxiste" — et l'appareil judiciaire auquel il doit faire face. Depuis deux ans, en principe en détention préventive, il est en fait logé à l'hôpital militaire central, pour un cancer (de la prostate ou du poumon, selon les versions). Les médecins civils ont déclaré qu'il disposait de toutes ses facultés pour participer à son procès. Mais Camps n'invoque pas de raisons médicales. Il a décidé de ne pas assister à son procès car il refuse d'être jugé par un quelconque tribunal civil.

Cette morgue, Camps peut se la permettre. Il n'a plus grand-chose à perdre. Il risque au maximum la détention à perpétuité, et encore, si on parvient à prouver ses crimes aux yeux des juges, ce qui s'est toujours avéré difficile lors des précédents procès. Il est entouré, lui et ses pairs de la dictature, de la solidarité ouverte de toute l'armée, y compris des généraux d'active qui ne ratent pas une occasion de saluer la *"courageuse lutte contre la subversion"* menée par leurs prédécesseurs. Et surtout, Camps, comme tous les militaires inculpés, a bénéficié des attentions du gouvernement d'Alfonsin. On a d'abord fait traîner les procès des militaires en les confiant... au tribunal des forces armées. Puis on les a passés aux tribunaux civils. Mais à ces tribunaux, le ministère de la Défense a donné pour "instruction" de s'occuper surtout des cas de quelques hauts responsables et de tenir compte de *"l'obéissance due"*. Cette doctrine "d'obéissance due" a permis aux juges d'absoudre un bon nombre de tortionnaires avec l'argument suivant : *"Si un quelconque surbordonné avait refusé d'accomplir les ordres, il aurait automatiquement été remplacé par un autre. Donc la volonté de l'exécuteur ne pouvait empêcher l'ordre de s'accomplir"*... donc il n'était pas responsable !

En juillet dernier, Alfonsin, dans un discours aux forces armées, a revendiqué la paternité de ces instructions. Dans ce même discours, il n'a pas employé une seule fois le mot "dictature" mais ceux de *"lutte contre le terrorisme"*, *"réponses autoritaires"*, *"guerre révolutionnaire"*. Les militaires ne disent pas autre chose.

Rien d'étonnant dans ces conditions si les assassins galonnés du genre Camps peuvent affirmer que *"l'armée a tous les droits. Elle a gagné la guerre, la guerre sainte. Elle n'a donc de justifications à donner à personne."*

Et surtout pas à un régime comme celui d'Alfonsin qui les traite avec autant d'égards.

Jacques LENOIR

EN BREF

Nuage toxique au Havre : liberté pour les empoisonneurs

La direction de l'usine Atochem, au Havre, a attendu une heure et demie avant de prévenir les autorités que des vapeurs toxiques s'étaient échappées de ses appareils dans l'atmosphère. Ce n'était pas grave du tout ! Juste quelques kilos de styrène, un produit pas nocif ! Et pas un mot de l'éthyl-benzène également envoyé dans l'atmosphère, bien plus nocif, qu'a décelé la Direction régionale de l'industrie.

Les enfants et le personnel d'un CES ont été incommodés : 31 d'entre eux ont été hospitalisés, mais les empoisonneurs ne s'inquiètent pas plus que ça !

Cette usine Atochem du Havre, qui dépend du groupe Elf-Aquitaine, est classée "Seveso" comme 350 autres usines en France. C'est un établissement à hauts risques nécessitant une surveillance particulière. La preuve vient d'être administrée qu'on a les risques mais pas la surveillance !

Si l'Etat sait exercer sa contrainte contre les petits contrevenants de la loi, il est étrangement impuissant devant les grands groupes industriels qui ne respectent pas les règles de sécurité. Eux ont le droit de prendre la population en otage. Bien sûr, Atochem fait aujourd'hui l'objet d'un procès-verbal d'infraction. Mais un bout de papier, ce n'est pas un contrepoison, qu'on sache !

Pas visés... mais visas quand même

Les ressortissants du Maghreb ne sont "pas visés". C'est ce qu'a dit Chirac au cours de son voyage au Maroc à propos de la recherche des auteurs des attentats terroristes. Il a même dénoncé ceux qui feraient l'amalgame entre Maghrébins et terroristes.

Après quoi, ça ne l'a pas empêché d'annoncer qu'on leur réclamerait quand même des visas pour rentrer en France. Ce qui signifie des tracasseries policières, qui en plus ne serviront à rien... car les terroristes se débrouillent évidemment pour avoir des papiers en règle !

Chirac, Pandraud (de dos), Hassan, en train de dîner et de se mettre d'accord sur le sort des immigrés

Quand un gouvernant — quel qu'il soit — vous fait des déclarations d'amitié, il faut toujours se méfier.

Danger police ?

Un lycéen de Champigny, près de Paris, se souviendra longtemps de la mauvaise rencontre faite en rentrant de l'école, jeudi dernier. Deux policiers ont contrôlé les papiers de son cyclomoteur. Puis ils l'ont bourré de gifles et de coups de poing sur le bord du trottoir, pas gênés par les protestations des passants qui s'indignaient. Le cyclomotoriste avait ses papiers en règle... Qu'est-ce que cela aurait été sinon !

Il paraît qu'un des policiers est un habitué de ce genre de bavure, qui croit que l'uniforme lui donne le droit de passer à tabac tous ceux qu'il rencontre. Apparemment, dans l'administration, personne n'a jugé que c'était une raison suffisante pour cesser de lui confier des contrôles.

Avec des policiers comme ça, on se sentira en sécurité... si l'on fait un détour dès qu'on voit un képi !

Chienne de propriété

Un cycliste de 64 ans qui traversait paisiblement en pleine nuit La Ferté-Allais, dans l'Essonne, a été renversé et cruellement mordu par six molosses. Il a dû la vie sauve à un pompier venu à la rescousse et qui a tiré sur les bêtes avec son pistolet d'alarme.

La demi-douzaine de chiens s'étaient échappés de l'enceinte d'un magasin qu'ils étaient chargés de garder. Deux mois plus tôt, les fauves avaient déjà réussi à sortir et déjà dévoré un chien du voisinage.

C'est ce qu'on appelle des "chiens de garde" ou autres "chiens méchants"...

La propriété ne se défend, ne se survit, qu'en dressant des dizaines de milliers de chiens à mordre ! Elle fait même aux hommes une vie de chien ! Vivement qu'elle périsse !

(Ph. AFP)

Chalandon Songeaut

Qui crée le terrorisme ?

"Si le terrorisme continue (...), il faudra peut-être songer à rétablir la peine de mort", a déclaré le ministre de la Justice, Albin Chalandon.

Ce sinistre n'allait pas rater l'occasion de se faire valoir... en disant une ineptie ! Car on ne voit pas en quoi la peine de mort pourrait dissuader les terroristes qui sont le plus souvent prêts à sauter avec leur bombe.

Si le gouvernement voulait vraiment mettre fin au terrorisme, il y aurait un moyen très simple : il suffirait de retirer les troupes françaises qui sont là-bas pour soutenir des régimes que leur peuple refuse et pour protéger les intérêts des banquiers français, dont nous n'avons que faire. Car c'est sa politique qui arme la main des terroristes en se faisant des ennemis un peu partout au Moyen-Orient.

Italie : La mafia se soigne

Que les dépenses de santé des habitants de la région de Naples aient augmenté subitement, l'an dernier, de quelque 55 %, nul, semble-t-il, ne s'en était étonné parmi les administrateurs locaux de la Sécurité sociale transalpine. Et après tout, cela aurait pu signifier que la population locale se soignait plus et mieux...

Mais non. C'est la Camorra napolitaine qui se soignait et quelques mafias-sœurs de Calabre et Sicile. Au total, estime le ministre italien de la Santé, 350 milliards de lires (près de 2 milliards de francs) auraient été escroqués en trois ans à la Sécurité sociale ; l'argent du remboursement de tonnes de médicaments jamais prescrits par des médecins et jamais consommés par les malades.

En Italie, sur présentation d'une ordonnance, les assurés sociaux peuvent recevoir des médicaments dans les pharmacies, gratuitement, ou moyennant un "ticket modérateur". C'est ensuite le pharmacien qui se fait rembourser par "l'Unité sanitaire locale", organisme qui cumule les fonctions de gestion du système hospitalier et de caisse de Sécurité sociale. Il suffisait donc à la mafia de passer par des pharmaciens "amis" — ou "persuadés" de le devenir — pour présenter à l'administration fausses ordonnances et fausses vignettes leur permettant d'obtenir des remboursements, reversés ensuite à la mafia.

Et ces gens-là, qu'on imagine bourrés de préjugés contre *"les assurés sociaux abusant de leurs droits"*, fermaient généreusement les yeux sur les milliards qui partaient vers la mafia.

Ici, en France, on n'a pas la mafia, mais on a les trusts pharmaceutiques...

INTERNATIONAL

GRANDE-BRETAGNE

Les dirigeants travaillistes contre la classe ouvrière

Neil Kinnock (AFP)

Le congrès travailliste a surtout été l'occasion pour son leader Neil Kinnock d'offrir l'image d'un futur Premier ministre à poigne, décidé à faire passer en premier les intérêts de l'économie britannique, c'est-à-dire de ses capitalistes. Et, en dehors des meetings traditionnellement organisés en marge du congrès par ses différentes tendances, Kinnock s'est assuré qu'aucune voix discordante ne puisse se faire entendre dans les séances publiques. La machine électorale bien huilée du Parti Travailliste est désormais parée pour affronter... les urnes et mettre en place un gouvernement dont la politique ressemblera à s'y méprendre à celle de Thatcher.

Malgré les pronostics optimistes des soi-disant "experts" économiques, les derniers chiffres du chômage, ceux de juillet, indiquent une nouvelle chute des emplois industriels, 20.000 en moins au cours du mois. Qui plus est, il semble qu'une nouvelle vague de licenciements massifs soit en route dans l'industrie. Une vague qui toucherait surtout les grandes entreprises automobiles, mais aussi la construction navale, les docks, la chimie, et qui sera sans doute suivie d'une autre vague dans les entreprises de sous-traitance.

Du coup, même la promesse électorale des travaillistes de créer un million d'emplois dans les deux ans paraît inconsistante. Aucun rapport avec la réalité ! Malgré dix-sept changements en sept ans dans le mode d'évaluation du chômage, Thatcher n'a pas réussi à empêcher les statistiques officielles de monter à 3.280.000 aujourd'hui. Quant aux chiffres réels, selon les statistiques du ministère lui-même, ils seraient voisins des cinq millions et, au rythme où vont les annonces de suppressions d'emplois, ils vont bientôt les dépasser.

Le "socialisme" à la Kinnock aura un goût de soupe populaire. A moins que les travailleurs britanniques ne mettent les pieds dans le plat.

François ROULEAU

Scargill plus rose que rouge

La grande presse a rapporté que les dirigeants travaillistes avaient fait adopter par leur congrès l'abandon du drapeau rouge au profit de la rose comme emblème du parti. Et au passage, aussi, l'exclusion de huit dirigeants de la tendance trotskyste "The Militant", qui s'était manifestée récemment à Liverpool en refusant les mesures d'austérité que le gouvernement Thatcher tenait à imposer aux municipalités ouvrières.

Parmi les dirigeants travaillistes qui ont voté cette exclusion, un certain Scargill, l'ancien dirigeant de la grève des mineurs de Grande-Bretagne de 1984. Scargill dans lequel certains, à l'extrême-gauche, en Grande-Bretagne et en France, croyaient voir un modèle de dirigeant ouvrier...

Vague de licenciements dans l'automobile

Depuis la fin juin, les annonces de suppressions d'emplois se sont succédé dans l'automobile.

Vauxhall, la filiale britannique de General Motors, a commencé. En juin, la direction du groupe annonçait 1.700 licenciements dans ses usines de Luton et de Dunstable. Deux mois plus tard, le total des suppressions d'emplois vient d'être porté à 3.150 d'ici la fin de l'année.

Ford n'a pas tardé à emboîter le pas. A la mi-septembre, le groupe a annoncé 2.000 suppressions d'emplois à la production et 800 chez les cols blancs, avec en particulier la fermeture de l'usine de pièces détachées de Woolwich dans la banlieue de Londres.

Enfin ces jours-ci Austin-Rover, l'un des secteurs non dénationalisés de l'ancien groupe British Leyland, a rallongé la liste. Arguant d'un déficit record pour le premier semestre 1986, Austin-Rover a annoncé un plan de réorganisation de toute sa production à l'échelle nationale, qui comporterait en particulier la fermeture d'une grande partie des installations de Cowley, près d'Oxford, avec de trois mille à cinq mille suppressions d'emplois.

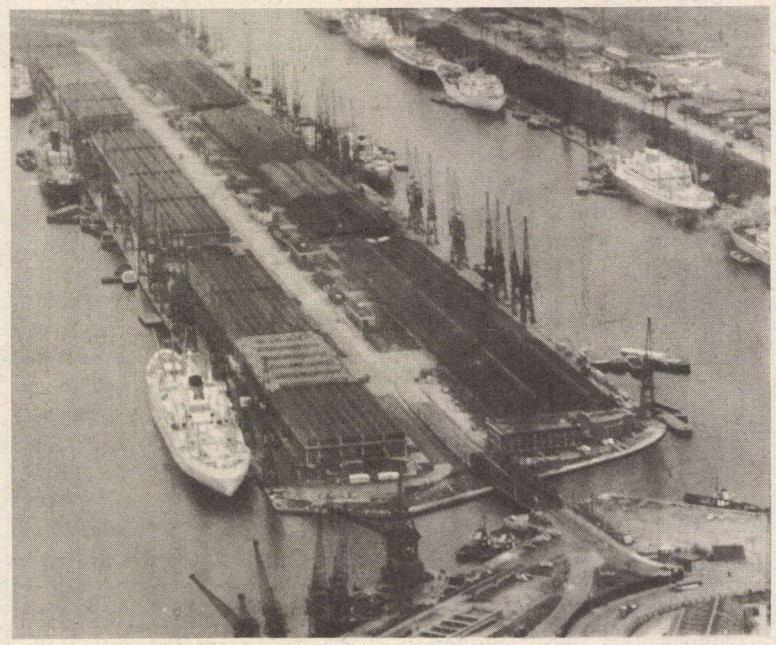
Pourtant, l'automobile n'est pas en crise. Les immatriculations sont en hausse depuis plusieurs mois. Les profits annoncés par Vauxhall ou Ford sont confortables. Quant au déficit d'Austin-Rover, il a servi à financer le lancement d'un nouveau modèle haut-de-gamme. Et les patrons resserrent la discipline dans l'automobile, introduisent la polyvalence pour les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés, augmentent les cadences, suppriment les pauses et font la chasse aux militants. Les gains de productivité sont tels que, récemment, un groupe d'étude financé par des constructeurs japonais a constaté un niveau de productivité supérieur dans certaines usines britanniques. De son côté, le groupe Peugeot-Talbot semble être arrivé aux mêmes conclusions, puisqu'il a transféré une partie de la production européenne de "509" à l'usine de Ryton, près de Coventry. Il est vrai que là, la productivité n'est peut-être pas seule en cause : les salaires y sont sensiblement plus bas qu'en France.

Les syndicats de l'automobile, relayés par le Parti Communiste qui a une certaine influence dans l'appareil, a d'ailleurs salué ce dernier transfert comme une grande "victoire" pour les ouvriers britanniques. Il n'y aura pourtant aucune embauche à Ryton, et les ouvriers vont bientôt subir l'augmentation des cadences !

Pour l'instant, les annonces de licenciements n'ont pas provoqué de réactions. Beaucoup de travailleurs espèrent encore toucher les primes de départ relativement importantes qui avaient accompagné les vagues de licenciements précédentes. Et les syndicats spéculent sur cet état d'esprit pour ne pas bouger et attendre que les patrons viennent leur proposer quelque chose en échange des licenciements, comme cela s'est déjà fait.

Chez Vauxhall, néanmoins, sous la pression de certains secteurs, les responsables syndicaux ont organisé un vote sur une éventuelle action. Le vote a donné une forte majorité de "oui" et les bureaucrates ont appelé à deux demi-journées de grève pour... une gestion plus "démocratique" de la caisse de retraite maison ! Ces mouvements ont été très suivis, mais les seuls qui ont parlé des licenciements ont été les travailleurs !

La navale en ordre dispersé



La vague de restructurations touche aussi le secteur naval et maritime.

Après avoir supprimé des milliers d'emplois, dans les docks, dans le complexe nationalisé de Devonport, qui regroupe 12 000 ouvriers à Plymouth sur la côte sud, et 6000 à Rosyth en Ecosse, le gouvernement Thatcher parle depuis déjà longtemps de le privatiser. Les trois projets annoncés au début du mois, deux comportant l'intégration de Devonport dans des consortiums privés, et le troisième prévoyant la création d'une société d'économie mixte où l'État serait majoritaire, ont des points communs : dans tous les cas, deux à trois mille licenciements dans les mois qui viennent, et au moins autant dans les années suivantes, ainsi que la fin des conditions de travail et de salaire liées à l'appartenance des docks à la fonction publique.

La journée nationale de grève contre les licenciements organisée le 26 septembre par les syndicats, dans le complexe, a été un succès. En Ecosse, les syndicats ont eu beaucoup de peine à faire reprendre le travail aux ouvriers, le lendemain...

Les chantiers navals sont eux aussi visés par des mesures similaires. Jusqu'à présent cela s'est fait en douceur. Ce sont des entreprises qui n'embauchent plus depuis très longtemps, et les travailleurs âgés y sont nombreux. Les primes de départ relativement élevées — entre 250 000 et 400 000 francs — avaient incité aux départs volontaires. Mais les choses sont en train de changer. Dans certains chantiers, en Ecosse en particulier, les patrons font appel à des entreprises extérieures, tout en poursuivant les suppressions d'emplois. Dans un chantier de la Clyde, par exemple, des débrayages sauvages ont éclaté lorsque les ouvriers ont appris que la direction s'apprêtait à faire venir 700 travailleurs d'entreprises sous-traitantes, alors que 400 suppressions d'emplois sont prévues dans les deux prochains mois. Ailleurs, les départs volontaires sont remplacés par des licenciements, alors que les candidats au départ ne manquent pas. C'est le cas à Southampton, chez Vosper Thorneycroft, où la direction a publié une liste de 304 licenciés dont, comme par hasard, plusieurs syndicalistes connus pour leur combativité. Là, le vase a débordé, et les 1200 ouvriers du chantier en sont à leur quatrième semaine de grève. Mais les grévistes restent isolés alors que dans toute la région, aussi bien à Southampton qu'à Portsmouth, des dizaines de chantiers navals et des milliers de travailleurs sont ou seront confrontés aux mêmes problèmes.

Le port de Douvres lors d'une précédente grève des dockers (AFP)

Quant aux transports maritimes, ils suivent la même pente. A Weymouth, le 1er octobre, 500 travailleurs de la Sealink — compagnie qui assure une partie du trafic passagers sur la Manche — ont appris qu'ils étaient désormais à la rue : la Sealink avait décidé de suspendre tout trafic au départ de Weymouth en dehors des mois d'été ! Les travailleurs licenciés ont aussitôt occupé quatre navires de la Sealink.

Reagan-Gorbatchev en Islande

Sommet de la paix sur un volcan

Se réunir sur une île volcanique pour parler de paix dans le monde, c'est presque un symbole. N'empêche qu'avant même son ouverture, le sommet Reagan-Gorbatchev, qui se tient à Reykjavik les 11 et 12 octobre, a déjà atteint l'essentiel de son but : permettre aux médias de cultiver l'illusion que le désarmement est en marche, que les chefs d'Etat des deux super-grands sont des artisans de la paix. Une image qu'il ne déplaît visiblement pas aujourd'hui à Reagan de se donner, à quelques semaines des élections pour le renouvellement de la Chambre des représentants et d'une partie du Sénat américains.

Et pendant ce temps-là, la guerre Iran-Irak est entrée dans sa septième année, alors que la France fournit en armement l'Irak et qu'Israël et les USA se chargent d'alimenter l'autre camp, question de maintenir l'équilibre. Pendant ce temps-là, les armes parlent au Liban, dans une guerre civile attisée par les rivalités d'Israël et de la Syrie et les appétits des grandes puissances impérialistes, et pas plus tard que lundi dernier, l'aviation israélienne a bombardé des camps d'entraînement de mouvements nationalistes arabes au Nord du Liban. L'Etat raciste d'Afrique du Sud tire sur les Noirs en révolte avec la complicité des USA et de l'Europe occidentale. Les Etats-Unis encadrent et équipent les troupes de répression en Amérique latine,... Au point qu'une fois de plus les privilégiés parasites qui dominent l'URSS, avec leur guerre coloniale ou ce qui y ressemble en Afghanistan, font figure de parents pauvres au regard de ce qu'ont pu faire et font encore comme massacres dans le monde les gouvernants de France, de Grande-Bretagne et des USA.

Bref, on peut toujours causer de limiter la course aux missiles et anti-missiles du moment que pour l'instant, on a surtout recours aux armes classiques et que celles-ci coulent à flot...

A défaut d'enrayer les guerres existantes, on voudrait nous faire croire que la rencontre des deux grands va réduire le danger d'une future guerre mondiale. Comme si ceux qui ne peuvent pas le moins pourraient le plus.

Mais ça ne fait rien. Dès lors que les deux grands ont décidé de se faire des sourires, les peuples devraient, eux, voir le monde en rose. Et la presse a insisté sur cet échange d'un journaliste-espion américain contre un fonctionnaire de l'ONU -espion soviétique, échange qui serait preuve de bonnes intentions ! Quant au sous-marin nucléaire soviétique qui a coulé au large des côtes américaines, il serait devenu, à en croire le titre du journal *Le Monde* du 7 octobre, *"un sous-marin au secours de la détente"*, sous prétexte que les Russes avaient pris soin de prévenir les Américains des difficultés que rencontrait leur engin. Mais personne ne semble s'inquiéter du nombre d'espions que chacune des deux puissances entretient chez l'autre, ou du nombre de sous-marins nucléaires que chacune tient prêts à intervenir près des côtes de l'autre.

Mais pourquoi s'émouvoir en effet ? Le bon peuple est tenu dans l'ignorance, mais les "grands", politiques et militaires, savent tout ça ; bougent tout ça ; font fabriquer tout ça, et se rencontrent même pour en discuter, entre eux... mais sans nous, et contre nous ! Et des armements nucléaires, prêts à servir, ils en ont déjà pléthore. Ils en ont de quoi organiser des milliers et des milliers d'Hiroshima ! Et cela, malgré ou grâce aux "sommets" entre les deux grands : il y en a eu neuf depuis la fin de la guerre froide, de la rencontre Khrouchtchev-Eisenhower en septembre 1959 à la première rencontre Reagan-Gorbatchev en novembre 1985. Pourtant, deux accords de limitation de la course aux armements ont été signés. "Salt I" en 1972, "Salt II" en 1979. Sans que cela ait arrêté, ni même freiné la course.

C'est qu'il y a à la course aux armements des raisons bien plus profondes que la simple volonté politique officiellement affichée par les gouvernants. Des raisons issues du fonctionnement même de la société dans laquelle nous vivons.

Du côté des puissances impérialistes, la course aux armements n'est pas seulement un moyen pour les Etats-Unis de conserver leur suprématie militaire sur le monde entier. C'est aussi dans tous les pays capitalistes un des artifices par lesquels les Etats relancent leur économie, engraissent leurs capitalistes par des commandes monstrueuses aux frais des contribuables. Et en période de crise, plus particulièrement encore qu'en toute autre, on voit les budgets militaires des grandes nations capitalistes grandir. Bien sûr, ce gonflement des budgets militaires n'est pas un remède sans limite au marasme économique ; car en même temps qu'il relance la production et les profits, il relance l'inflation et endette l'Etat. Et le souci de réduire le gigantesque déficit actuel du budget américain peut dans une certaine mesure modérer les ardeurs de ce chaud partisan de la guerre des étoiles qu'était jusque-là Reagan. D'autant que rien ne prouve que le coûteux dispositif IDS (dit "guerre des étoiles") qu'il projetait serait aussi imparable qu'il l'affirmait. Mais ce sont seulement les besoins réels en commandes des industriels américains, tempérés par les limites du budget fédéral US qui pourraient tout au plus fixer le cadre d'un éventuel accord momentané avec l'URSS sur la limitation de tel ou tel type d'arme.

L'économie étatisée soviétique, elle, n'a aucun intérêt à la course aux armements. Bien au contraire. Et la charge financière que lui impose la nécessité de suivre en ce domaine les efforts américains pour ne pas être trop dépassée est pour l'URSS un handicap considérable. Mais l'URSS a abandonné le terrain du communisme et de la révolution, qui était le sien à sa naissance, et il ne peut être question pour la bureaucratie qui règne en URSS de s'appuyer sur la lutte de classe dans les métropoles impérialistes et la révolte des peuples opprimés, d'y chercher des alliés, les seuls alliés potentiels véritables. Les dirigeants de l'URSS ont choisi de concurrencer le militarisme occidental sur son propre terrain, et d'appauvrir leur peuple par cette coûteuse course aux armements, tout en pleurnichant périodiquement, sans efficacité, auprès des dirigeants américains pour les prier de bien vouloir en limiter les frais.

Alors bien sûr aujourd'hui on semble bien loin d'une guerre mondiale. Les deux grands se rencontrent, discutent. Un avion civil sud-coréen, servant à l'espionnage US, a pu être abattu il n'y a pas si longtemps au-dessus du territoire soviétique sans que cela ne provoque trop de remous. Un sous-marin nucléaire soviétique peut faire surface, pour cause d'avarie au large des côtes américaines sans que cela trouble l'entente : on parle au contraire de *"transparence" !* Et les espions mouillés rentrent tranquillement chez eux pour qu'on puisse en réexpédier des frais.

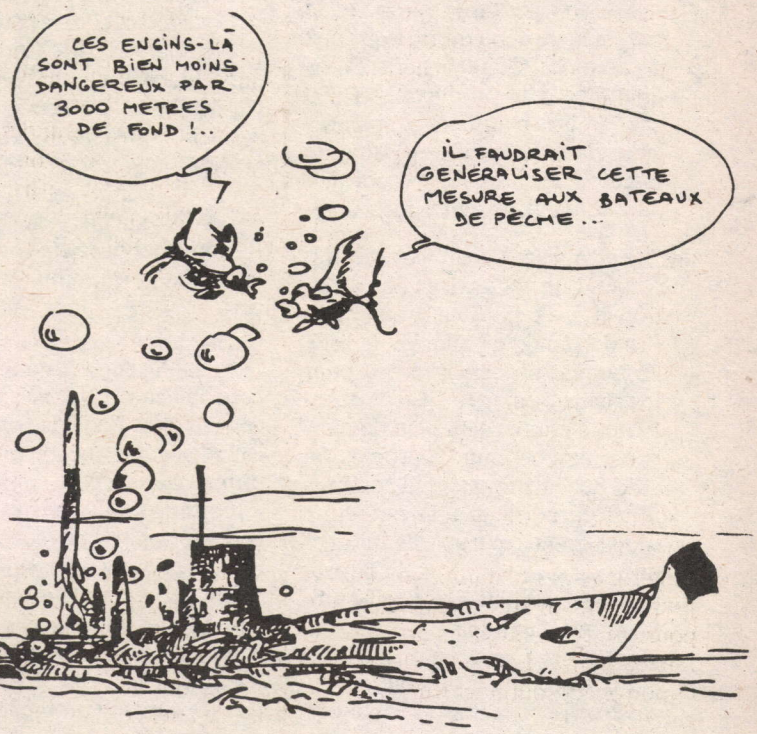
Et quand les bombardiers américains décollent de Grande-Bretagne pour aller bombarder la Libye, alliée de l'URSS, Reagan prévient à l'avance Gorbatchev pour que celui-ci sache bien que le vol ne lui est pas destiné, et prenne le temps d'écarter sa flotte pour faire mine de n'avoir rien vu. C'est cela qu'on appelle la "détente".

Les dirigeants des puissances impérialistes et ceux de l'URSS sont potentiellement rivaux, certes. Mais ils n'ont pas pour l'instant l'intention d'en découdre. Car leur souci principal actuellement, leur souci commun est la peur que leur inspirent aux uns et aux autres les peuples, pauvres et remuants de la planète. La crise économique capitaliste appauvrit de façon de plus en plus dramatique les peuples du Tiers Monde ; elle se répercute aussi sur les économies des pays de l'Est. Cela peut susciter des révoltes dans lesquelles, comme on l'a vu dans le passé, dirigeants américains et dirigeants soviétiques pourraient être complices dans le maintien de l'ordre.

Pour un temps tout au moins. Car pour mettre en coupe réglée un monde en ébullition, pour empêcher que les peuples en révolte n'échappent à leur emprise en jouant sur la division du monde en deux blocs, les puissances impérialistes, USA en tête, pourraient choisir d'en découdre une bonne fois pour toutes avec l'URSS. A moins qu'elles ne soient entraînées à le faire seulement pour ne pas laisser l'URSS se renforcer pendant qu'elles seraient occupées avec des guerres de style colonial en Amérique latine ou en Afrique. A moins que des conflits locaux aux marges des deux blocs, au Moyen Orient ou en Europe, ne rompent le partage actuel des zones d'influence et ne conduisent à un affrontement général.

Et ils mentent, ceux qui nous disent que pour éviter la guerre mondiale il faudrait disposer de suffisamment d'"armes de dissuasion" qui rendraient la guerre si dangereuse qu'aucun dirigeant ne voudrait la déclencher. Ils mentent tout autant, ceux qui nous disent qu'il faut tabler sur l'esprit responsable

LE NAUFRAGE DU SOUS-MARIN NUCLÉAIRE SOVIETIQUE.



Désarmant

Avec ses prétendues solutions industrielles, le Parti Communiste Français prétend pouvoir résoudre les problèmes que pose la crise pour le plus grand bien de tous, patrons et travailleurs.

Si cela amène des militants à faire campagne pour la *Neutral* à *Renault*, c'est inoffensif, à défaut d'être efficace. A la *Thomson* de Bagneux (92), une usine d'armements spécialisée dans l'électronique militaire, la politique de la CGT et du PCF n'est pas plus explosive, mais elle est plus surprenante.

On pouvait lire, ainsi, dans un tract de la CGT diffusé le 9 septembre :

"En cassant (...) la Thomson, c'est la voie du déclin qui est délibérément choisie pour notre pays. Il est possible d'imposer d'autres choix préservant et développant notre technologie, nos industries, les emplois, le savoir-faire, et nous exigeons avec force, pour le militaire : la construction de l'avion de combat français, la mise en chantier d'un nouveau porte-avions, la fabrication du système type AWACS.",

et à nouveau le 25 septembre :

"Le budget de défense de la France en 1987 s'élèvera à 169,2 milliards de francs, en augmentation de 6,9 % sur 1986, le plus important poste du budget de l'Etat. A quoi vont-ils servir? Ainsi que les deux milliards de bénéfices prévus à la Thomson en 1986? Pour la CGT, ils doivent être utilisés à répondre aux besoins de la France, notamment à l'indépendance économique et de défense.

Cela passe par la construction de l'avion de combat 100 % français, par la construction d'un système type AWACS, par la maîtrise complète du système SA 90."

La CGT n'a pas une politique de combat. Elle prendrait plutôt des coups de la direction qui multiplie à son égard les tracasseries, isole les militants, voire les pousse vers la sortie. Mais qu'à cela ne tienne... les responsables du syndicat auquel la direction fait sa petite guerre de classe... défendent contre vents et marées *"l'avion de combat"* et autres futurs AWACS de leurs exploiteurs.

ILLON, ÇA PAPAUTE...

des dirigeants, ou même faire pression pour que ceux-ci réduisent d'un commun accord leurs armes.

La guerre mondiale ne vient pas de la seule folie, ou médiocrité, ou incapacité des dirigeants. Elle ne vient pas de la seule course aux armements. Elle est le résultat d'un enchaînement face auquel les dirigeants eux-mêmes sont souvent impuissants, car elle est la conséquence inévitable du monde d'exploitation dans lequel nous vivons, que ces dirigeants sont seulement chargés de gérer, mais pour le maintien duquel ils sont prêts à tous les crimes. Et c'est la crise économique actuelle qui pourrait très bien non seulement multiplier les conflits locaux — parce qu'heureusement, les peuples se révoltent, et les révoltes peuvent devenir des révolutions —, mais aussi conduire le monde à la barbarie de la guerre mondiale, comme la crise précédente, celle de 1929, a conduit à la guerre de 1939-1945.

Les parlotes de Genève, de Stockholm ou de Reykjavik ne sont là que pour endormir les peuples, pour les bercer de paroles de paix. Mais les chefs politiques et militaires de l'impérialisme continuent à s'armer pour préparer la guerre qu'ils savent inévitable. Et pour désarmer les puissants, pour écarter vraiment les dangers de guerre, il faut armer les peuples contre leurs oppresseurs ; les armer d'idées émancipatrices surtout, les armes viennent après, et les préparer à changer ce monde gros d'une future troisième boucherie mondiale.

Olivier BELIN

364 jours de guerre ?

Le pape en revient aux procédés du Moyen Age : à l'époque, l'Eglise essayait d'imposer une journée par an la "trêve de dieu" pour empêcher les seigneurs de se faire la guerre. Le reste du temps, ils pouvaient continuer leurs ravages.

Jean-Paul II demande que le 27 octobre soit une journée de paix mondiale. Les canons devront se taire en Irak-Iran, les troupes françaises devraient en bonne logique évacuer au moins ce jour-là le Liban, le Tchad, les bases africaines d'où elles peuvent intervenir à tout moment comme au Togo, il y a quelques jours.

Mais ce serait juste pour un aller et retour car le 28 octobre, remettez-nous-ça, les guerres pourraient reprendre.

Pour être efficace, ça va être efficace !

Jean-Paul II en France

La religion fait encore recette en concurrence avec le PMU

Papa et Tonton. Photo AFP

La situation spirituelle de la France doit être particulièrement désespérée pour que le pape Jean-Paul II y ait effectué pour la troisième fois un voyage. Lors du dernier, le pape n'avait pas fait recette au Bourget. Mais Jean-Paul II est une vedette qui s'accroche... Ce n'est pas le "Roi Sumo", à Bercy, mais il a du muscle et de la force de frappe, quand même.

Et cette fois, à Lyon, on a bien fait les choses.

L'Eglise n'a plus, comme aux siècles passés, le monopole de l'organisation des spectacles ; les vieux trucs — prêtres ensoutanés, grandes orgues, vapeurs d'encens ou carrément bûchers — ne suffisent plus et il a fallu s'aligner sur la concurrence : faire la messe papale avec rock et lasers...

A tout hasard, l'imprésario du pape avait aussi mobilisé les hommes politiques. Et Mitterrand, Chirac, Pasqua et d'autres, tous ces responsables d'un Etat prétendûment laïc, où la religion est en théorie une affaire privée, se sont précipités pour contribuer au succès du spectacle. Et ils ont mobilisé au passage tous les moyens de l'Etat républicain : ses flics, sa télé. Des cohortes de journalistes ont déroulé, sous les yeux des télespectateurs, qui n'en demandaient pas tant, des kilomètres de pellicules pour nous asséner le pape sous toutes ses coutures, debout, à genoux, à la ville et aux champs... Il fallait que personne ne perde rien des inepties que le pape se croit autorisé à proférer sur ce que devrait être, à son saint avis, les relations sociales et humaines, le comportement sexuel... dieu du ciel !

Alors, il paraît que les chefs de l'Eglise sont satisfaits. Ils ont eu moins de monde que Julien Clerc, pas forcément plus que Billy Graham, pour comparer avec plus comparable, probablement moins que n'en n'aura Sumo, mais cette fois ce n'était pas le bide redouté.

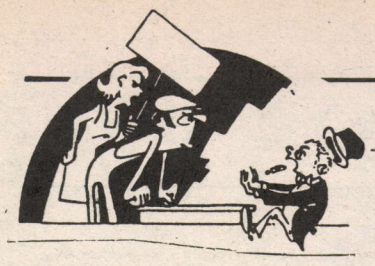
Alors, regain du catholicisme en France ? Un sondage publié par *Le Monde* indique que 14 % seulement des catholiques assistent à la messe le dimanche, que 50 % d'entre eux pensent que l'on peut accepter le principe de l'avortement, 72 % celui des relations sexuelles avant le mariage et même 52 % celui d'être... partisan de la lutte de classes ! Et notre propre enquête dans les entreprises confirme la désaffection pour le bon dieu et ses saints : les commentaires irrévérencieux allaient bon train dans les ateliers et les bureaux ; certains envisageaient goguenards "que ça saute"... et regrettèrent ensuite qu'un groupe terroriste n'ait pas aidé à la prédiction de Nostradamus.

Mais si l'Eglise catholique française n'est plus ce qu'elle était sur le plan spirituel, elle a de beaux restes matériels. Avec ses 178 000 membres en 1971, le clergé catholique reste une organisation puissante, et riche. Riche de tout ce que l'Etat lui abandonne de charges qui, pourtant, lui incombent. L'Eglise et son clergé restent présents dans la vie sociale depuis les écoles religieuses — l'essentiel des écoles privées —, jusqu'aux mouvements de loisirs de la jeunesse — scoutisme, colonies —, en passant par les hôpitaux, les hospices... Volontairement déficient dans tous ces secteurs, l'Etat "laïc" laisse l'Elise tenir entre ses mains suffisamment d'institutions matérielles pour qu'elle ait une chance d'influencer les âmes...

Mais, si, fort heureusement, la perte d'audience de l'Eglise est bien perceptible, il reste nombre d'hommes et de femmes qui conservent une foi religieuse plus ou moins ancrée. La diffusion des idées scientifiques ; le fait que, dans un pays comme la France, tout le monde soit le témoin quotidien de miracles techniques qui n'ont rien de divin, ont largement contribué à faire reculer l'obscurantisme religieux, mais n'ont pas suffi à le faire disparaître. Dans un monde où les rapports sociaux sont fondés sur la violence, où l'exploitation bafoue quotidiennement la dignité de millions d'hommes, la religion offre le réconfort des mots, l'espoir illusoire d'un monde meilleur demain, au ciel. *"La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple"*. disait Marx au siècle dernier.

Des tonnes de propagande scientifique anti-religieuse, indispensable, nécessaire, ne suffiraient pas cependant à supprimer toute influence aux papes, prédicateurs, rabbins, ayatollahs ou autres chefs d'église qu'on oublie. Car on peut redire ce qu'en écrivait Lénine, en 1915, dans un article *Socialisme et religion* dont nous citons un extrait en guise de conclusion :

"L'oppression économique qui pèse sur les ouvriers provoque et engendre inévitablement sous diverses formes l'oppression politique, l'abaissement social, l'abrutissement et la dégradation de la vie intellectuelle et morale des masses. Les ouvriers peuvent obtenir une liberté politique plus ou moins grande afin de lutter pour leur affranchissement économique, mais aucune liberté ne les débarrassera de la misère, du chômage et de l'oppression tant que le pouvoir du capital ne sera pas aboli. La religion est un des aspects de l'oppression spirituelle qui accable toujours et partout les masses populaires, écrasées par un travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et l'isolement. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploiteurs que la croyance aux dieux, aux diables, aux miracles naît de l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature. A ceux qui peinent toute leur vie dans la misère, la religion enseigne la patience et la résignation ici-bas, en les berçant de l'espoir d'une récompense céleste. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une facile justification de leur existence d'exploiteurs et leur vendant à bon compte des billets donnant accès à la félicité divine. La religion est l'opium du peuple. La religion est une espèce d'alcool spirituel dans lequel les esclaves du capital noient leur image humaine et leur revendication d'une existence tant soit peu digne de l'homme. "



Trop, c'est trop

Les patrons essayent de profiter de cette période de chômage pour accroître les charges de travail. Ils y réussissent bien souvent, mais pas toujours. Les travailleurs savent parfois leur ménager quelques imprévus, comme le montrent ces exemples.

A RENAULT FLINS, EN SELLERIE

A propos de charges de travail, à l'occasion d'un changement d'enchaînement, dix gars dans l'équipe de l'après-midi ont débrayé à 16 heures sur une des chaînes il y a quelques jours. Ce sont les délégués CGT qui ont déclenché ce débrayage en passant auprès des ouvriers. Les grévistes se sont aussitôt rendus au bureau des chefs, où l'un d'eux leur a dit sur un ton arrogant de reprendre d'abord le travail, précisant qu'il les recevrait ensuite par groupes de 2 ou 3. Les grévistes ont refusé net. Ils sont ensuite allés dans une salle de repos, où ils ont passé l'après-midi jusqu'au repas.

Là, des chefs, autres que ceux de la chaîne concernée, se sont relayés pour essayer de leur faire accepter les réunions et la reprise du travail. Les travailleurs refusaient net : *"Vous nous recevrez tous ou par groupe, mais on ne reprend pas le travail."*

Après le repas, les grévistes sont allés faire le tour de leur chaîne pour rallier d'autres ouvriers. Cinq ouvriers en tout et pour tout les ont rejoints. Le lendemain, les grévistes ont pris leur poste à 14 h 05 et tout de suite les chefs ont proposé à cinq d'entre eux de se réunir pour discuter des problèmes des postes. Les gars ont accepté.

Les grévistes avaient prévu la veille de débrayer à nouveau à 15 heures, après les réunions si rien n'était obtenu. Les réunions se poursuivent toute l'après-midi. Des ouvriers, tout d'abord un peu déçus, reprenaient vite le dessus et disaient : *"Si les chefs ne font rien, on va leur en faire voir..."* Mais le travail a cependant repris. Reste malgré tout que ce débrayage a été un avertissement pour l'encadrement.

AU CENTRE PTT CTA, A ISSY-LES-MOULINEAUX

Le manque d'effectifs se fait sentir. Suite aux délégations et aux arrêts de travail, (on arrête de travailler pour discuter des effectifs ou discuter avec les chefs), la direction a quelque peu cédé en renforçant les chantiers où cela râlait le plus, mais en prenant du personnel là où il y a le moins de travail pour l'instant.

Toujours dans ce même centre, les chauffeurs (qui ne sont pas rattachés administrativement au centre de tri mais dépendent d'une direction spéciale, la DMT), basés au garage Keller (environ 200 chauffeurs), font des actions contre la privatisation qui se met en place ce mois-ci en Ile de France. A Keller, environ 35 chauffeurs sont concernés. Leur ligne passe au privé, et eux vont être mis en réserve, c'est-à-dire qu'ils restent pour le moment au garage et peuvent remplacer les absents ou renforcer des lignes quand il y a beaucoup de travail. Mais ils sont inquiets parce qu'il y a déjà une réserve.

A L'HÔPITAL BEAUJON-CLICHY

La quasi-totalité du personnel d'Eurest (qui fait les repas des malades et du personnel de l'hôpital) a fait grève mercredi 1er octobre de 10 h 30 à 15 h. Les revendications étaient : retrait de la menace de licenciement contre l'un des leurs, contre les chefs et leur attitude, contre les conditions de travail, pour une augmentation de prime. Les travailleurs ont repris le travail sur une proposition de la CFDT (qui avait pris les affaires en main), avec une promesse de rediscussion du licenciement deux jours après, et 5 francs d'augmentation sur la prime.

A KLÉBER COLOMBES CAUDEBEC-LÈS-ELBEUF

La direction de l'usine veut licencier 224 personnes sur les 570 que compte actuellement l'usine.

En six ans les patrons de Kléber ont supprimé près de 300 emplois. Ça ne leur suffit pas. Ils veulent fermer un atelier de chambre à air de 120 personnes, supprimer un atelier de confection (vêtements de protection) de 35 personnes et diminuer encore les effectifs dans le reste de l'usine.

La CGT et la CFDT de Kléber ont appelé à 24 heures de grève le jeudi 2 octobre. Les grilles ont été fermées dès le matin. Toute la journée un piquet a été organisé par les délégués avec en permanence la présence de quelques dizaines de travailleurs. La nuit, un piquet a été maintenu devant l'usine fermée.

Vendredi 3, les syndicats appelaient à reprendre le travail et à préparer une assemblée à l'occasion de la réunion extraordinaire du Comité d'établissement. Il y avait la quasi-totalité de l'équipe du matin et de la normale.

Plusieurs délégations des syndicats de l'agglomération (Renault, Rhône-Poulenc, Cipel...) sont venus à la porte de l'usine. Mais jusqu'à présent les travailleurs de Kléber n'ont pas été, eux-mêmes, vers les autres entreprises où ils auraient pourtant des alliés potentiels parmi tous ces travailleurs menacés comme eux par le chômage.

AUX CHÈQUES POSTAUX ORLÉANS LA SOURCE

Voulant économiser toujours plus sur l'entretien des locaux, le Centre a changé de société de nettoyage. Au lieu d'Euronetec, qui employait 36 personnes, ce sera la CGN qui en a repris seulement 31.

Avant les vacances, au changement de société, cinq des employés étaient licenciés. Et bien que la CGN ait fait resigner des contrats d'embauche aux 31 rescapés aux mêmes conditions qu'Euronetec, ils s'aperçurent à la rentrée que leur temps d'heures de ménage était divisé par deux. La grève fut alors déclenchée, à l'initiative de la CGT, pour le respect des contrats entre autres.

Pendant trois semaines ils ont tenu bon face à leur patron et à la direction des PTT.

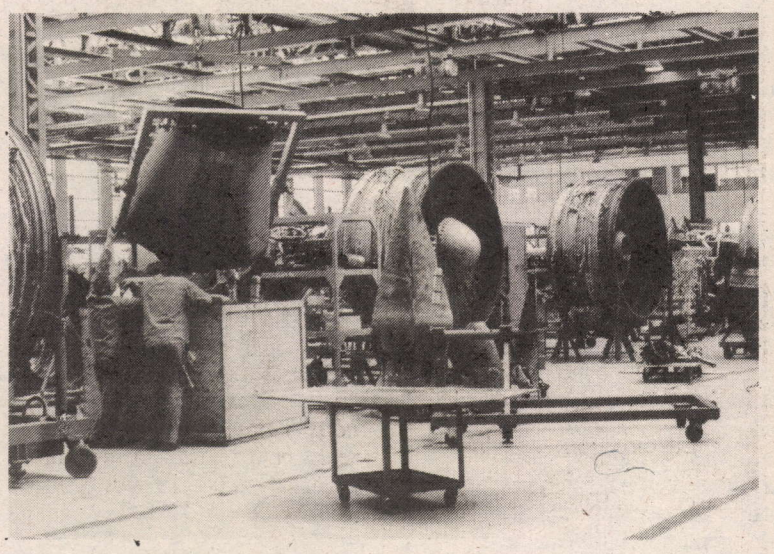
Le mercredi 1er octobre, cette dernière faisait venir du personnel d'ailleurs sous la protection d'une trentaine de policiers. Plusieurs personnes ont alors été blessées.

Deux jours après, le vendredi 3 octobre, même chose, on voyait à nouveau la police à l'entrée du centre. Ce déploiement de flics était d'autant plus surprenant et choquant que le matin même un jugement aux prud'hommes avait donné raison aux grévistes sur une partie de leurs revendications, les contrats.

C'est finalement ce lundi 6 que les employés du ménage ont repris le travail, leur patron déclarant qu'il acceptait les premiers contrats.

AIR FRANCE Orly-Nord

Les syndicats à l'œuvre



Les travailleurs d'Air France Orly-Nord ont eu récemment un échantillon des comportements sectaires et irresponsables des syndicats à l'égard de leurs problèmes. Les 26 et 30 septembre, ils étaient appelés à faire grève, 3 h 40 à chaque fois. La première journée, c'était à l'appel des syndicats SNAMSAC (syndicat des mécaniciens au sol), CFDT, FO et CFTC. La seconde, à celui de la CGT seule. La première action a été suivie à Orly-Nord par plus d'un millier de personnes, 26 % du personnel présent, la seconde par 6 %, avec un rassemblement d'une centaine de travailleurs.

Au début du mois de septembre, en effet, il y avait une certaine effervescence à Orly-Nord. En particulier, dans un secteur, 400 ouvriers, soit la quasi-totalité des présents, avaient débrayé contre des menaces de sanction, et fait reculer la direction. Et quelques jours plus tard, dans un autre secteur, une centaine de travailleurs débrayaient sans mot d'ordre syndical, après avoir eu confirmation des intentions de la direction concernant la retraite (report de l'âge de départ, diminution des pensions, augmentation des cotisations).

Sur ce même problème de la retraite, plusieurs dizaines de travailleurs débrayaient deux jours après, un dimanche, à l'appel du SNAMSAC, dans le secteur des pistes ; ce qui décida la CGT à essayer à son tour de faire débrayer dans deux secteurs où elle a des militants actifs, et ensuite à faire appel sur tout Orly-Nord pour le mardi 23 septembre. Elle fut alors rejointe par la CFDT et par le SNAMSAC. Environ 500 personnes se rassemblèrent ce jour-là. Les travailleurs apprirent alors que tous les syndicats, sauf la CGT, appelaient à un nouveau débrayage de 3 h 40 pour le 26 septembre après-midi, un vendredi, ce qui revenait à prolonger le week-end, alors que la CGT appelait seule, comme elle l'avait précédemment annoncé, pour le 30 septembre, dans le cadre du mouvement national de sa centrale.

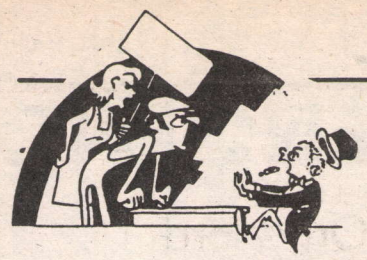
A l'origine pourtant, tous les syndicats, sauf la CGT, avaient annoncé un mouvement pour le 29 septembre, avec une manifestation au siège d'Air France dans Paris. Mais ils avaient renoncé à leur manifestation, selon eux après contact avec les autorités qui les en avaient dissuadés à cause de la situation créée par les attentats terroristes. Tous les syndicats, sauf la CGT, maintenaient néanmoins ce mot d'ordre de grève, et décidaient même de l'avancer de trois jours, le plaçant le 26 septembre, à un moment qu'ils estimaient sans doute plus favorable pour couper l'herbe sous le pied à la CGT, avec son appel du 30.

Il était donc patent qu'entre les syndicats une épreuve était engagéé, qui n'avait absolument rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Un camarade de notre tendance a pris la parole au rassemblement du 23 septembre, pour dire ce qu'il pensait de ce comportement, et a appelé les travailleurs, s'ils voulaient manifester leur colère contre les mesures de leur patron, à ne pas compter sur les syndicats et, s'ils voulaient les mettre d'accord à prendre l'initiative et à s'organiser eux-mêmes. Par l'approbation recueillie pour ces paroles, on peut en conclure qu'elles exprimaient ce que ressentaient la plupart des travailleurs présents. Même si cela ne s'est pas traduit par une décision d'action concrète dans l'immédiat.

Le 26 septembre, trois jours plus tard, la CGT, par l'intermédiaire de quelques-uns de ses militants, a essayé de dissuader les travailleurs de participer au débrayage des autres syndicats. La CFDT s'est empressée alors de sortir un tract les accusant d'être des briseurs de grève. Puis, quelques jours plus tard, FO — mais oui, mais oui — insistait sur le même registre. Nombre de militants cégétistes ne se sont pas sentis à l'aise. Les militants des autres syndicats estiment, eux, peut-être avoir marqué des points. Contre la CGT, sûrement. Mais contre le patron ? Tout ce qu'ils ont fait, tout comme la CGT d'ailleurs, c'est de contribuer, chacun à leur façon, à retarder une véritable riposte des travailleurs sur un problème qui faisait monter leur colère face à la direction.

Malgré les manœuvres d'appareil des syndicats, les travailleurs d'Air France n'ont pas les ailes coupées.

Correspondant LO



ENERTEC-SCHLUMBERGER-MONTROUGE

La direction cède sur les licenciements devant les travailleurs en grève

Après une semaine de grève, les travailleurs d'Enertec ont repris le travail tous ensemble mercredi 8 octobre : la veille, la direction venait de reculer en renonçant à la vingtaine de licenciements qu'elle avait prévus dans ce qu'elle appelait (sans doute par humour) son "plan social".

La direction, arrogante au début de la grève, refusant de discuter, a baissé le ton de jour en jour jusqu'à finalement céder sur la revendication principale des grévistes. Mais il a fallu une semaine pour cela.

Son plan, annoncé mardi 30 septembre, avait été ressenti comme une provocation : 95 emplois devaient être supprimés sur un effectif de 800 personnes, avec divers reclassements prévus, pour la majorité, mais aussi 15 à 20 licenciements purs et simples.

De l'inquiétude, on était vite passé à la colère et la grève avait été décidée, comme nous le relations dans *Lutte Ouvrière* la semaine dernière. Puis on bloqua les portes pour faire respecter notre grève. Un comité de grève de 50 personnes, dont 30 femmes, représentatif des grévistes, fut élu et s'est réuni quasiment au complet tout au long de la grève, l'a organisée et dirigée de bout en bout. Dans ce comité de grève, composé en majorité de non-syndiqués, il y avait aussi des militants de tous les syndicats. Mais manifestement, le principal dirigeant de la CGT, lui, sans être hostile au mouvement, ne voyait pas d'un bon œil les grévistes diriger eux-mêmes directement leur lutte.

Le vendredi 3 octobre, le représentant de la CGT revenait plusieurs fois à la charge en assemblée générale pour imposer un vote à bulletin secret, pour ou contre la grève. Il devait même demander à la direction le listing du personnel pour pouvoir organiser le vote ! Il faut dire que la CGT avait prévu une journée d'action le 15 octobre et que son représentant aurait sans doute préféré que les gens attendent cette date pour bouger, à l'initiative de la CGT. Le représentant de la CGT se fit interpeller par plusieurs grévistes. Un représentant du comité de grève prit la parole : *"Les grévistes ont eu le courage de voter ouvertement et publiquement pour la grève. Que ceux qui sont contre en fassent autant."* Il n'y eut personne pour lever la main. La CGT remballa ses urnes vides. Les grévistes n'avaient pas apprécié sa manœuvre.

Tout cela n'empêcha pas les grévistes de continuer tous ensemble leur lutte.

Le vendredi toujours, la direction quant à elle tenta de débloquer les portes. Par deux fois son huissier fut entouré par 150 travailleurs et put surtout constater leur détermination. Six directeurs tentèrent un passage en force : traversant la cour au pas de course en criant à tous *"venez avec nous"*, ils se retrouvèrent tout seuls et penauds devant un piquet de grève et firent demi-tour.

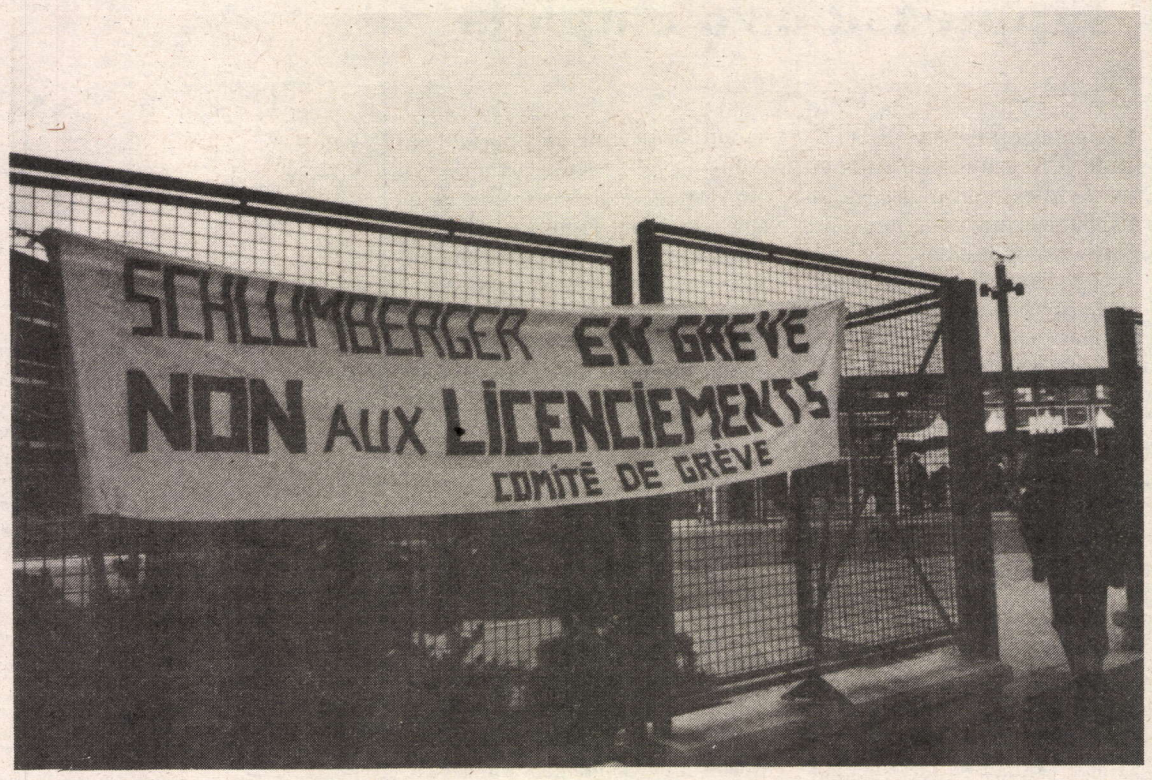
Le lundi, après le week-end, la combativité n'était pas retombée. La journée de grève pour tous les autres travailleurs du site, à l'appel du comité de grève et de l'intersyndicale, fut un succès. Le blocage des portes d'Enertec continuait.

Le comité de grève avait aussi discuté de la nécessité de faire connaître la grève, plusieurs de ses membres sentant que c'est la crainte de voir leur grève donner des idées à d'autres travailleurs qui pourrait faire céder la direction. Le vendredi déjà, des grévistes étaient allés tenir au courant les travailleurs d'EPS à Clamart, dépendant aussi de Schlumberger et confrontés à des problèmes semblables. Lundi, une délégation se rendit à la cantine de la Thomson voisine avec un tract d'information. Une manifestation fut prévue dans Montrouge mais n'eut finalement pas lieu, les travailleurs préférant rester à garder les portes.

De son côté, la direction envoyait ses représentants discuter avec les gens pour essayer justement de leur faire lever le blocage et reprendre le travail. Mais partout, ils se heurtaient à des travailleurs et des travailleuses qui ne s'en laissaient pas compter. Aussi, la direction commença-t-elle à céder. Elle organisa une réunion "en terrain neutre", à l'hôtel "Ibis" voisin, avec non seulement les syndicats mais aussi et surtout le comité de grève dont elle a bien dû reconnaître la représentativité. A cette réunion elle dénonça *"l'illégalité"* du blocage des portes et annonça qu'elle attaquait au tribunal des référés. Mais elle n'exigea plus la levée du blocage pour négocier et décida la tenue d'un comité d'établissement aussitôt après.

Après des heures de discussion, de suspensions de scéance, de tergiversations, la direction cédait : il n'y aurait pas de licenciements simples. Aux 95 suppressions d'emplois, il y aurait *"95 solutions"*. Restait à savoir lesquelles.

Mardi 7, le moral des grévistes était au beau fixe. La direction avait posé cependant une condition : que les portes soient débloquées ; elle espérait que les non-grévistes seraient nombreux à rentrer. Le comité de grève leva effectivement le blocage. Entrèrent, sous les quolibets... la direction et quelques chefs. En une heure, 52 personnes en tout et pour tout. Des chefs qui s'ennuyaient tout seuls, redescendirent même. Il faut dire aussi qu'une partie de l'encadrement — d'ailleurs aussi touché par des suppressions de postes — se sentait du côté des grévistes.



Une conférence de presse eut lieu : FR3 devait passer le soir un reportage apprécié où une membre du comité de grève expliqua notre lutte. Nous avions invité à cette conférence des travailleurs d'autres entreprises Schlumberger confrontés aussi à des suppressions de postes (Clamart, Melun).

La majorité des travailleurs désirant reprendre le travail sur le recul de la direction, le mercredi 8 au matin, le comité de grève appela à la reprise. C'est avec un joyeux moral que nous sommes rentrés. Comme par miracle, la direction est en train de trouver des solutions insoupçonnées jusqu'alors : les mutations prévues *"dans la région parisienne"* se feraient en fait en partie sur le site même, par exemple.

Mais tout le monde est bien conscient que c'est notre bon moral et notre vigilance qui comptent avant tout.

D'autre part la direction renonce à toute sanction pour, dit-elle *"manifester sa volonté d'apaisement"*, car il serait *"déplacé de poursuivre la procédure jusqu'au bout"*.

"On devrait aller à la Thomson pour leur dire qu'on a gagné" disait en reprenant un gréviste. A Enertec, on a le moral !

Correspondant LO

RNUR-BILLANCOURT

Les licencieurs à l'œuvre

Depuis le premier octobre, les travailleurs informés que leur licenciement a été accepté par la direction départementale de la main-d'œuvre sont convoqués, dans des bâtiments extérieurs à l'usine, pour un entretien destiné à *"assumer leur reclassement"*.

Les convocations des 415 travailleurs licenciés ont été faites par lettre recommandée et, à défaut de se présenter à l'entretien, le licenciement économique serait notifié. La direction a aménagé ses locaux pour l'occasion : une grille d'entrée et vigiles à l'intérieur attendent les travailleurs. Le PCF, lui, a aménagé l'extérieur, d'une autre façon. Sur les fenêtres, de grandes lettres blanches ont été peintes pour former *"Non aux licenciements"* et la porte d'entrée est intitulée *"Maison de la casse"*.

En milieu de la semaine dernière, les entretiens des travailleurs licenciés ont commencé auprès des "conseillers à l'emploi" — comme la direction les appelle. On ne peut franchir la grille du local qu'en montrant la convocation et simplement accompagné par une personne. La plupart des travailleurs licenciés se font accompagner par un délégué. A l'intérieur, les conseillers pour l'emploi, eux, ne chôment pas. La direction aurait prévu que quinze travailleurs licenciés pourraient être vus par heure.

Ces conseillers — qui sont des chefs plus ou moins sur la touche, leur poste ayant été supprimé — proposent toujours la même chose. A l'exception de quelques travailleurs à qui on a dit de retourner à l'usine en attendant d'être mutés à Choisy, les autres se voient, pour les émigrés, proposer de partir "volontairement" au pays ; pour les Français, de choisir entre l'allocation de reconversion (60 000 F) en quittant là aussi "volontairement" l'entreprise ou alors de prendre les congés conversion-licenciement. En fait, dans ces bureaux, les licencieurs insistent lourdement pour que les travailleurs prennent l'allocation reconversion, d'ailleurs, les dossiers sont étudiés et les sommes à percevoir calculées au centime près. A la fin de l'entretien une note est remise informant que les possibilités de reclassement ont été étudiées avec l'intéressé. Le reclassement à la sauce Besse c'est le reclassement... à l'extérieur de l'entreprise !

Les travailleurs licenciés ont quinze jours pour faire connaître leur réponse. En cas de refus, c'est le licenciement économique, sans congés-conversion. Il est précisé par ailleurs qu'à dater de l'entretien, le travailleur n'est plus tenu de se rendre à l'usine. L'absence est autorisée, comme ils disent. C'est ce qui se fait.

Dans l'usine, il faut bien reconnaître que les lienciements semblent acceptés. La CGT n'a fait aucune proposition d'action sur le site, se contentant d'écrire *"qu'il faut réagir au quart de tour, dans nos secteurs"*. Bien sûr, les licenciements, ça ne plaît pas, mais les quelques réactions qui s'étaient produites avant les vacances n'ont pas pour l'instant fait place à la colère.

PLUS LES ENTREPRISES LICENCIENT...

Les entreprises qui licencient aujourd'hui ne sont pas, loin de là, les entreprises qui se portent le plus mal. Elles ne licencient pas pour sauver leur existence, mais pour augmenter leurs profits. Et cela est vrai dans tous les secteurs, que ce soient les banques, les assurances, l'électronique ou l'automobile. Les patrons n'investissent pas, ou presque pas, mais ça ne les empêche pas de vouloir augmenter la productivité en réduisant les effectifs. Ce qui signifie pour les travailleurs, comme accompagnement aux licenciements, une augmentation des charges de travail et souvent en même temps un resserrement de la discipline pour pouvoir l'imposer. Cela ne passe pas toujours, heureusement, sans réactions de la part des travailleurs.

☐ RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS (Lyon Feuillat)

Les travailleurs réagissent contre les suppressions d'emplois

La semaine dernière, la direction de RVI a annoncé dans les Comités d'entreprise des différents établissements de nouvelles suppressions d'emplois.

A Feuillat, 38 sont prévues, dont 16 en FNE. Ces suppressions d'emplois ont surpris tout le monde car depuis plusieurs années, à l'occasion des différents "plans emploi", il y a eu tellement de départs volontaires qu'il n'y a plus assez d'ouvriers pour faire le travail, si bien que des ouvriers de l'usine de Vénissieux ont dû être prêtés ou mutés à Feuillat. Pour la plupart d'entre nous, le travail ne manque pas.

Jeudi 2, l'émotion était grande quand on a vu les travailleurs concernés appelés chacun à leur tour, dans le bureau de leur chef respectif, pour s'entendre dire que leur emploi était supprimé et qu'ils ont quatre mois pour partir avec la prime du "plan d'amélioration de la compétitivité".

Sur les 22 emplois supprimés, 3 sont des chefs d'équipe, un contremaître, 7 responsables de groupe, deux employés, et les autres des ouvriers, dont deux délégués CGT. Parmi les 22, 4 seront reclassés et 8 avaient demandé à partir volontairement. Mais les autres n'en n'avaient pas l'intention. Ce qui a choqué bon nombre de travailleurs, c'est que par ailleurs certaines personnes qui avaient demandé à partir avec la prime se sont vu opposer un refus. Et puis aussi le fait qu'il y a un travailleur qui se trouve dans une situation familiale difficile, alors que la direction avait dit en juin que, si elle licenciait, elle tiendrait compte de ces problèmes. Enfin, pour les deux délégués, il est évident pour tous que c'est leur activité militante qui leur vaut d'être mis dehors.

Aussi, jeudi, quand les deux délégués CGT ont appelé à débrayer, 60 des 100 travailleurs à la journée les ont suivis pour protester. Et lundi 6, de nouveau un débrayage à l'appel de la CGT et de la CFDT a rassemblé une cinquantaine de personnes.

Ce début de réaction n'a pas été sans effet sur la direction puisque, mardi, elle a annoncé à l'ouvrier qui a des problèmes familiaux qu'il sera finalement reclassé dans l'usine. Elle profite cependant de ce reclassement pour lui proposer un poste moins payé. La direction, en fait, veut désamorcer le mécontentement et on a même vu le directeur passer lundi matin, peu avant le débrayage, à l'atelier Conditionnement, pour expliquer qu'il n'y aurait plus de suppressions d'emplois dans cet atelier.

Tout cela montre bien qu'en fait la direction ne se sent pas si forte et que, si les travailleurs continuent, il n'est pas impossible de la faire encore reculer.

Correspondant LO

☐ THOMSON (Gennevilliers)

Encore 112 suppressions d'emplois

Un Comité d'entreprise extraordinaire de la Thomson vient d'annoncer un plan de 112 suppressions d'emplois, sur un effectif de 1400 personnes pour "DTC" à Gennevilliers. Il s'agit de 59 techniciens, 24 administratifs et 29 ouvriers. 112 personnes essentiellement liées à la fabrication, alors que dans le même temps des ingénieurs et des cadres d'études sont embauchés.

Pourtant, dans un article daté du 11 septembre dernier, le journal propatronal *L'Usine Nouvelle* écrivait à propos de Thomson-CSF : *"Cette année, le bénéfice net devrait dépasser les 2 milliards ! 100% de croissance en un an, pour un chiffre d'affaires de 40 milliards environ".* Jamais les bénéfices n'ont été aussi importants.

Un compte rendu du CE a été fait par les délégués : 500 personnes sont venues. Beaucoup voulaient des nouvelles, indignées par les pratiques de la Thomson, et d'autant plus indignées que trois jours auparavant, lors d'un autre CE extraordinaire, la direction avait présenté son projet de réaménagement de l'usine sur le site de Gennevilliers (coût de l'opération : 70 millions de francs !). La cantine actuelle serait rasée et reconstruite. Une pièce d'eau avec fontaines marquerait l'entrée. Un nouveau bâtiment serait construit, destiné aux "confidentiel défense": il ne comportera pas de rez-de-chaussée, afin que même un espion qui aurait pu se glisser dans l'enceinte ne puisse pas voir les papiers de l'extérieur ! Le rez-de-chaussée sera donc "allée piétonnière", car il faut "rendre l'usine plus attractive" a dit le directeur dans une réunion de CE.

Mais pour qui, si la direction nous met bientôt tous à la porte !

☐ SCIAKY (Val-de-Marne)

Pour la rentrée : licenciements et chômage partiel

Depuis la rentrée, la direction a accentué ses attaques contre les travailleurs. Elle a annoncé du chômage technique pour plusieurs centaines de salariés, des bureaux comme des ateliers. Chaque salarié chômera en moyenne 200 heures, étalées sur plusieurs mois. Une liste de 88 ajusteurs a été affichée : ils chômeront déjà chacun 2 semaines en octobre. De plus, la direction s'est séparée de trois services, qui sont repris par des sociétés extérieures. Il s'agit :

1°) du restaurant (géré par la direction) qui est repris par la société SODEXHO. Celle-ci emploiera 10 des 15 salariés du restaurant. Bilan : 5 licenciés.

2°) du service Entretien machines-outils repris par la SARTEC, qui réemploie les 10 salariés du service mais en leur faisant signer un nouveau contrat, avec mobilité du lieu et des horaires de travail, et baisse de salaire.

3°) du service Transport (4 salariés) repris par la Société OCHOA.

Devant ces attaques, les deux débrayages organisés par la CGT ont été suivis par une centaine de travailleurs (sur les 900 qu'emploie SCIAKY).

La direction continue : elle annonce qu'elle veut se séparer de la moitié du parc machines et qu'en conséquence 40% des ouvriers de l'atelier d'Usinage seront licenciés et que tous les services de la société seront touchés. Décision officielle pour la mi-octobre.

Pour l'instant, c'est l'émoi dans toute la société. Affaire à suivre, car les travailleurs ne vont pas se laisser licencier les uns après les autres sans réagir.

Correspondant LO

☐ CEPEM (Orléans)

Les mauvais coups de la direction en préparent d'autres

Depuis le 22 septembre, des travailleurs sont convoqués un par un pour s'entendre dire qu'ils sont sur la liste des licenciés.

Au Montage, des ouvrières ressortaient du bureau en pleurant. Mercredi dernier, une ouvrière s'est évanouie au milieu de l'allée. Dans un secteur, tout le monde était convoqué, pour s'entendre dire un par un : "Vous y êtes" ou "Vous n'y êtes pas".

Les licenciements doivent être effectifs pour le 31 décembre. Avec les deux mois de préavis payés non effectués, cela fait fin octobre.

Après les licenciements de 1984, qui se sont soldés par 600 personnes en moins, la direction a annoncé en mai de cette année 132 licenciements pour fin 1986 et 258 autres pour fin 1987.

Ces nouvelles étaient attendues depuis longtemps car, en plus des bruits que faisait courir la direction, le chômage n'avait pas cessé, avec des fluctuations d'un atelier à l'autre. Et en même temps, il y avait les heures supplémentaires, l'augmentation des cadences, la dégradation des conditions de travail.

A partir de mai, jusqu'aux vacances, la direction a promené les syndicats de réunion en réunion pour négocier un plan social. Fin juillet, un plan a été signé entre la CFDT, la CGC et la direction, ce qui vaut aux licenciés de se voir proposer un stage de reconversion ou une prime pour démissionner !

La CFDT, qui est majoritaire, explique que les suppressions d'emplois sont inévitables et que le plan social est un moindre mal. La CGT et FO dénoncent les licenciements.

A la rentrée des vacances, l'ambiance est d'abord à l'attente. Beaucoup disent qu'on n'y peut rien et que, s'il y a des volontaires pour partir dans le cadre du plan social, ça ne se passera peut-être pas trop mal.

Mais au fur et à mesure que les licenciés sont convoqués, ces réactions laissaient place à l'étonnement, et même à l'indignation. Les gens sont choqués en particulier du licenciement d'une femme enceinte, d'accidentés du travail et de personnes qui ont 52 ans.

Dans les ateliers, des travailleurs, même s'ils sont peu nombreux, se disent convaincus que nous ne pouvons pas nous laisser faire sans réagir, qu'il faut se faire entendre et que pour cela il n'y a qu'un moyen, la grève.

D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement des licenciements, car beaucoup sont conscients que cela fait partie d'un plan de la direction pour faire plus de profits sur notre dos. Et cela veut dire que, comme en 1984, les licenciements seront suivis d'une aggravation des conditions de travail, sans parler de la prochaine vague de licenciements, qui est déjà annoncée !

Alors, on peut se demander, comme le font certains, s'il ne vaut pas mieux être licencié tout de suite plutôt que dans un an. Mais on peut aussi se dire que cela a assez duré, qu'il est temps de réagir.

... PLUS LES PROFITS REMONTENT

☐ RHÔNE-POULENC (Pont-de-Claix - Isère)

Le patron met ses ouvriers à la rue et son phénol sur les routes

L'atelier de fabrication du phénol est un des plus anciens et des plus importants du site de Pont-de-Claix. Mais cet atelier doit fermer dans les mois qui viennent. Le phénol sera toujours fabriqué, mais Rhône-Poulenc a décidé de regrouper la totalité de la production de phénol sur une seule usine, à Roussillon, qui en produit déjà.

Conséquence à Pont-de-Claix : disparition de 170 emplois. Mais le plus fort, c'est qu'à Roussillon, où la production sera multipliée par deux, Rhône-Poulenc, là aussi, supprimera 130 postes !

300 emplois de moins, pour produire la même quantité de phénol !

Mais la restructuration, façon Rhône-Poulenc, ne s'arrête pas là. L'usine de Pont-de-Claix utilise et continuera d'utiliser le phénol dans un atelier voisin, où il est transformé en un autre produit. Eh bien le phénol fabriqué maintenant à Roussillon... reviendra à Pont-de-Claix par camions.

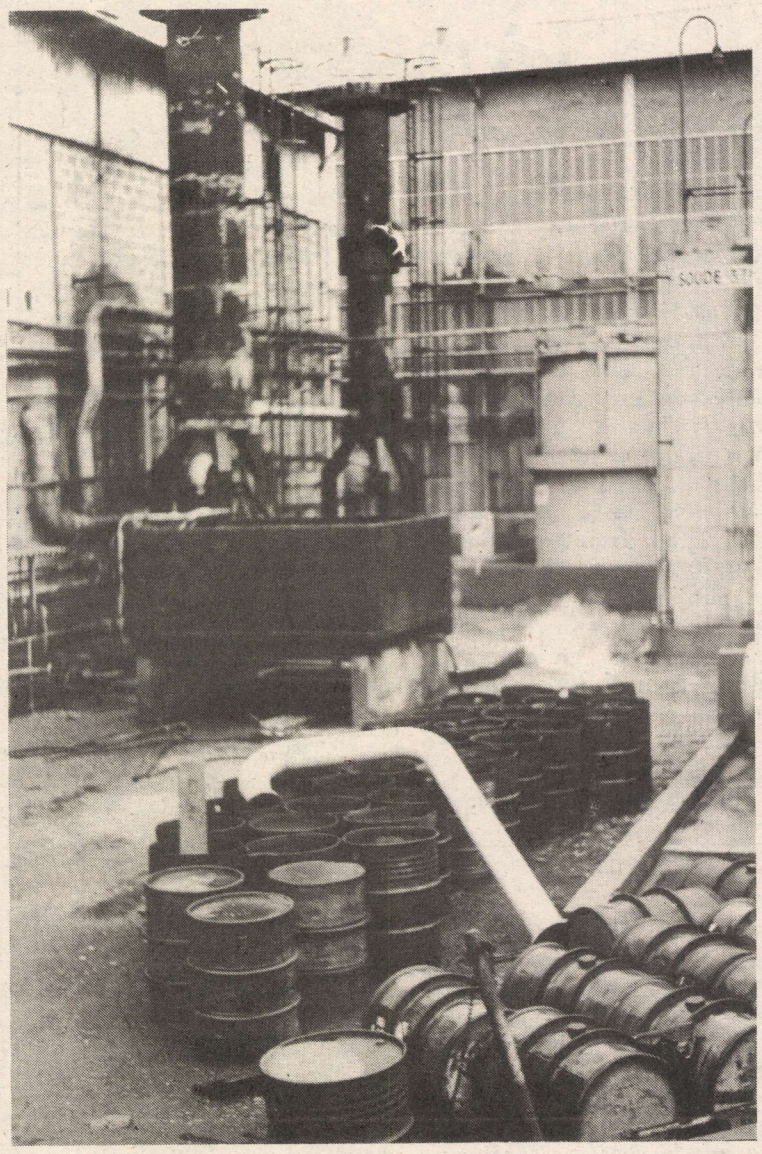
A raison de 22 tonnes par camion, ce seront ainsi près de 4000 navettes de citernes par an qui seront nécessaires.

Une partie même du phénol produit à Roussillon sera repurifiée à Pont-de-Claix et sera ensuite renvoyée à Roussillon, toujours par camions.

En tout, près de 100000 tonnes de produits phénolés hautement toxiques prendront la route entre Pont-de-Claix et Roussillon. 130 km à chaque fois, par de petites routes départementales et en traversant des villages pas du tout équipés pour un tel trafic de poubelles toxiques.

C'est rentable pour Rhône-Poulenc, a dit la direction. C'est très possible, car d'un côté elle fait l'économie de 300 salaires qui compense, pour elle, les frais de transport. De l'autre côté, les risques immenses représentés par ces milliers de camions bourrés de phénol, en cas d'accident, d'incendie ou de pollution, cela, on l'a compris, ne coûte pas un centime à Rhône-Poulenc.

Correspondant LO



☐ CHANTIERS NAVALS

Une riposte massive, un licenciement suspendu

Les salariés rassemblés à proximité de la direction.

Au mois de septembre, un travailleur a repris le travail, suite à un arrêt de maladie, avec des réserves médicales importantes et définitives. Suite à quoi, le directeur de la Navale a voulu se servir de l'avis médical pour licencier notre camarade illico !

Le patron lui a envoyé une lettre pour lui signifier son projet de licenciement, avec entre autres l'argument suivant : "*Nous trouvant dans l'impossibilité de vous trouver une affectation compatible avec votre état, nous vous informons que nous allons être amenés à constater la rupture de votre contrat de travail pour cause de force majeure.*"

Le cynisme de la direction a provoqué une indignation générale. A l'annonce de ce projet, dans le chantier tout le monde en parlait jeudi après-midi. Un débrayage avait lieu dans les bords, à l'appel de la CFDT et de FO, débrayage très largement suivi par les travailleurs du service Menuiserie et plus largement même. Mais tout le monde sentait qu'il fallait réagir sur toute la boîte, qu'il ne fallait surtout pas laisser passer ça, chacun discutant qu'il fallait l'accompagner au moment de l'entretien prévu le vendredi 3 octobre à 11 h.

Les syndicats, n'ayant rien fait en commun depuis très longtemps, on a pu voir chaque syndicat essayer de tirer la couverture à soi, FO et la CFDT d'un côté, et la CGT de l'autre. Mais la révolte et l'indignation étaient telles qu'aucun syndicat n'a pris le risque de rester sur la touche. Ils ont fini par appeler à un meeting central, le vendredi à 11 h20, CFDT et FO d'un côté, suivies par la CGT de l'autre.

C'est à plus de 80 % que nous avons assisté au meeting. Beaucoup d'agents de maîtrise étaient présents. Tout le monde semblait là : ateliers, bords, bureaux.

Une gifle pour le directeur, qui ne s'attendait pas à cette réaction.

Correspondant LO

LE TERRORISME ET LES CONTRÔLES

Quand les directions en rajoutent... et que les travailleurs y mettent le holà

A la suite des attentats terroristes, des mesures de contrôle aux entrées ont été décidées par les directions d'un certain nombre d'entreprises. Dans la plupart des cas, ça n'a pas été spécialement mal vu par le personnel. Il s'agit aussi de la sécurité des ouvriers ou employés, surtout lorsqu'ils travaillent dans des bâtiments ouverts au public. Mais ici ou là, cependant, certains ont nettement l'impression soit que leur direction en rajoute, soit qu'elle en profite carrément pour faire passer des mesures d'intimidation qui n'ont rien à voir avec la sécurité.

• Aux PTT Inter Archives (central téléphonique) Paris : Les directions du centre ont diffusé une note pour annoncer que le port de sa carte professionnelle de façon visible était obligatoire. Aussi bien dans les salles "manuel" qu'au "technique", les avis sont partagés. Les plus jeunes dans les salles "manuel" ne veulent pas s'afficher avec le badge. Au "technique", une bonne moitié ne le porte pas. La CGT a fait signer une pétition contre le port du badge en permanence. Il y a eu 60 signatures, sur un effectif présent d'une centaine. Le directeur a dit qu'il transmettrait la pétition et qu'il continuerait à demander le port du badge, mais qu'il ne sanctionnerait pas les employés qui ne le porteraient pas.

• A l'Hôtel des Postes - Lyon : La direction ayant demandé des volontaires chez les préposés (les facteurs) pour aller fouiller le public devant les guichets, un responsable CGT qui voulait dissuader ceux qui avaient accepté de faire ce travail a eu une altercation avec un de ses supérieurs hiérarchiques. Ce qui a valu au syndicaliste un avertissement. La CGT a fait une pétition contre cette sanction. Elle a été signée par 250 personnes (guichets et préposés). Mais néanmoins, la sanction a été maintenue.

• A Alcatel-Thomson - Levallois : Suite aux essais de durcissement de la direction en matière de discipline, les gardiens font du zèle. Le jour de la grève SNCF (30 septembre), bon nombre de personnes arrivaient en retard à cause des problèmes de circulation, et à la porte les gardiens fouillaient. Depuis le début, les travailleurs râlaient surtout vis-à-vis de 2 ou 3 gardiens particulièrement méprisants et tatillons sur les badges, courant après les gens jusqu'à la pointeuse. Ce jour-là, plusieurs accrochages à l'entrée eurent lieu avec le contrôle des affaires portées par les travailleurs : un gars laissant son sac de sport au pied des gardiens, le temps d'aller courir pointer ; un autre allant d'abord pointer, suivi par le gardien qui voulait absolument voir son tout petit sac. Un délégué CGT a refusé d'ouvrir sa mallette. Un chef a aussi refusé, prenant à partie le gardien. Ces deux derniers furent convoqués par la direction. Le délégué a demandé aux ajusteurs de l'accompagner, ce qu'ont fait 18 ouvriers ainsi que des délégués FO. Il s'est alors déroulé, en présence du chef du personnel, une grosse altercation avec le gardien concerné, jugé par les ouvriers comme particulièrement pénible. Le chef du personnel semblait embarrassé. Après le débrayage, des travailleurs approuvaient et racontaient leurs propres démêlés avec ce gardien.

Le chef du personnel a "écrasé le coup" et il a dit qu'il allait mettre le gardien "au vert". La CGT a sorti immédiatement un tract dénonçant les contrôles et les fouilles, appelant les gens à les refuser. Ses militants ont également collé des affichettes à la cantine. Le lendemain, FO distribuait également un tract sur le même problème. Ces interventions syndicales furent bien prises par le personnel. Depuis, les gardiens se sont faits tout petits. Le plus pénible a été mis à une porte isolée. Les autres demandent du bout des lèvres les badges, sans insister, et ne fouillent plus. Les travailleurs sont plutôt contents qu'un certain sens de la mesure leur soit venu...

"La caserne"

de John Mc Gahern

Ecrit en 1963, ce roman évoque la vie d'un policier et de sa famille, dans un petit village du sud-ouest de l'Irlande, tout imbibé de religion, au début des années 1950.

Reegan, le policier, a été un chef d'escouade au cours des combats de l'indépendance, avant 1920. Maintenant, il n'a plus à affronter que les poivrots du coin, un chef qui cherche à le prendre en faute et la tourbe qu'il s'use à extraire pour arrondir ses fins de mois. Il est remarié à Elizabeth, une infirmière qui a exercé son métier dans le Londres bombardé de 1942, y a aimé un médecin de valeur mais impossible à vivre, et qui maintenant prend en charge, avec patience, le foyer de son flic de mari et ses trois enfants.

Pour rajouter à l'atmosphère étouffante, Elizabeth va se retrouver atteinte d'un cancer, et va peu à peu se résigner à une mort lente, après avoir vivoté avec résignation.

Cela fait pas mal de pages pourvoyeuses d'un cafard quasi immanquable. Selon son humeur, le lecteur peut les absorber ou les passer rapidement et se contenter de la reconstitution de l'ambiance des soirées pluvieuses entre policiers, ou en famille, tout cela éclairé à la lampe à huile : ces vies de gens simples, qui n'étaient pas forcément destinés à ces existences médiocres, sont bien racontées.

Jean MASSARDIER

La caserne *de John McGahern — Presses de la Renaissance — 245 pages — 120 F.*

Tous les dessins de ce dernier recueil sont parus dans *Le Monde,* d'octobre 1984 à septembre 1986. On retrouve donc le Plantu que l'on connaît bien. Plein d'humour, bien sûr, sachant caricaturer en un dessin et quelques mots les défauts et bien des hypocrisies des hommes politiques, dénoncer l'injustice et l'égoïsme de cette société où le luxe et le gaspillage voisinent avec la misère de la majorité.

Tous les hommes politiques sont plus ou moins brocardés. On ne peut ignorer de quel côté penche le cœur de Plantu. Vers la gauche, certes, mais avec une certaine hostilité envers le Parti Communiste, la CGT et les grèves ouvrières.

Malgré cela, une revue plaisante de l'actualité de ces deux dernières années.

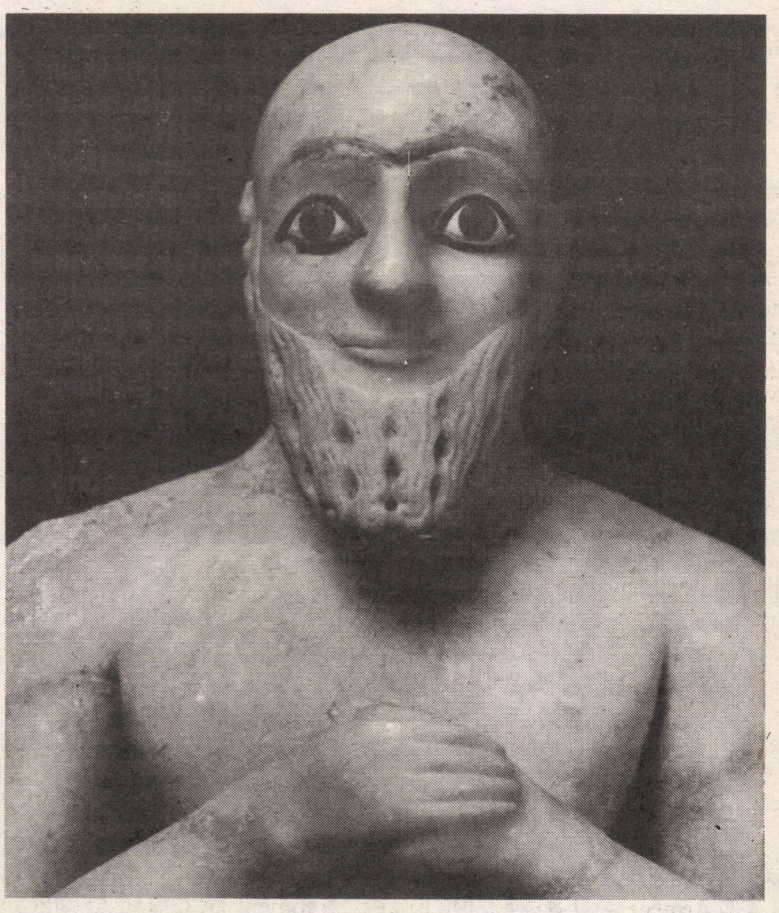
Philippe NATIER

Numéro spécial du *Monde* — en vente dans les kiosques — 45 F.

RÉÉDITION

"L'histoire commence à Sumer"

de Samuel Noah Kramer



Lors de sa première édition en 1957, *L'histoire commence à Sumer* de Samuel Noah Kramer révélait au grand public la civilisation sumérienne.

L'auteur, archéologue, l'un des premiers qui déchiffra le sumérien, s'enthousiasmait dans les années cinquante et tentait de transmettre sa passion pour les Sumériens, peuple qui, dès le IIIe millénaire avant notre ère, dans le sud de l'actuel Irak, avait fondé les premières cités-Etats, inventé l'écriture cunéiforme, formulé les premiers codes de lois et écrit les premiers textes de la littérature mondiale.

Au fil des chapitres, qui s'articulent autour des traductions de fragments d'écrits imprimés avec un stylet dans des tablettes d'argile, Kramer fait revivre avec vivacité la façon dont ce peuple envisageait l'amour, les études, la guerre, la mort, la politique, la sexualité, l'héroïsme, etc.

Mais, autant la publication de textes nouvellement traduits a représenté une réelle contribution, autant leur analyse tourne résolument le dos à une compréhension de l'histoire. Les Sumériens sont simplistement présentés comme les inventeurs de tous les germes de civilisation qui allaient s'épanouir des millénaires plus tard dans la culture occidentale. N'ont-ils pas, par exemple, créé les premières institutions démocratiques avec un "Parlement" et un "Sénat" ? Et Kramer déplore (sans rire) que nous ne connaîtrions peut-être jamais le nombre ni le mode d'élection de ces sénateurs. Tout cela dans une société qui émergeait à peine de la préhistoire !

Or c'est justement cette situation à la charnière de la préhistoire et de l'histoire qui fait l'intérêt de cette civilisation, tout comme celle de l'Egypte ancienne, de la Chine du premier millénaire avant notre ère, de la civilisation de la vallée de l'Indus au 3e millénaire et des Mayas vers 700 de notre ère.

C'est là, en différents points du globe, que les progrès de l'agriculture, en particulier les travaux d'irrigation, permirent graduellement de passer des premiers villages à une civilisation urbaine et à l'apparition de l'artisanat et du commerce. L'accumulation de richesses y entraîna la différenciation entre riches et pauvres, la naissance des classes sociales, l'asservissement de la paysannerie, l'apparition de l'esclavage et de la propriété privée. Dans la foulée de l'exploitation économique, l'apparition de l'Etat entraîna la société tout entière dans la guerre, l'oppression politique, policière, religieuse et administrative, au profit d'une minorité d'exploiteurs.

De ce "germe-là", qui était déjà bien présent au sein de la société sumérienne, il n'est guère question dans le livre de Kramer.

Il se contente de s'attendrir sur les émouvantes créations littéraires attribuées un peu vite aux Sumériens, alors que le pays de Sumer et d'Akkad fut au 3e millénaire avant notre ère un creuset de peuples différents.

Cette production littéraire écrite devait, de plus, avoir une influence plus que marginale. Sur le demi-million de tablettes déterrées, seules quelques dizaines, postérieures à la société sumérienne, avaient pour objet une poésie et une littérature qui ne pouvait être lue que par une infime minorité de scribes.

Comme aurait pu le dire Kramer, dans le style qui lui est propre : c'était la "première littérature" d'une élite, à usage interne de l'élite. Mais justement, il a oublié de le dire.

Gil LANNOU

L'histoire commence à Sumer *de Samuel Noah Kramer — Editions Arthaud — 78 F.*

Sélection télé

Samedi 11 octobre

20 h 05. TF1 — Droit de Réponse : Michel Polac et les journalistes parisiens animent la *revue de presse.*

23 h 15. FR3 — Musiclub : Le sacre du printemps de Stravinski, interpété par l'orchestre symphonique de la radio bavaroise, sous la direction de Seizi Ozawa.

Dimanche 12 octobre

14 h 30. A2 — Félicien Grevèche : cinquième épisode de ce feuilleton consacré à un Communard devenu médecin de campagne, mais toujours persécuté. Mais en 1880 sonne l'heure de l'amnistie...

17 h 00. A2 — Les travailleurs de la mer : deuxième partie d'un téléfilm d'après l'œuvre de Victor Hugo.

20 h 35. TF1 — Les misérables : film de Robert Hossein avec Lino Ventura et Michel Bouquet (première époque). Deux fois Victor Hugo dans la même journée : la télé joue les valeurs sûres.

20 h 35. FR3 — Les géants de la musique : retransmission simultanée sur France-Musique du cycle de lieder de Gustav Mahler, *le cor merveilleux de l'enfant,* par l'orchestre philharmonique d'Israël dirigé par Léonard Bernstein.

22 h 35. FR3 — Cinéma de minuit : Nina de Vincente Minelli avec Ingrid Bergman et Liza Minelli. A Rome la Comtesse Sanziani retrouve son passé dans Nina, sa femme de chambre.

Lundi 13 octobre

20 h 35. TF1 — Les misérables, deuxième époque.

20 h 35. FR3 — Le boulanger de Valorgue : Film d'Henri Verneuil avec Fernandel. Comédie classique à la Pagnol, "avé l'assent".

22 h 25. A2 — Les années 1900 : l'Art nouveau, (troisième partie d'un documentaire en quatre temps). Littérature, peinture musique et architecture au début du siècle à Paris.

Mardi 14 octobre

20 h 35. A2 — Mardi Cinéma : Pierre Tchernia présente le film d'Yves Robert, **Alexandre le Bienheureux,** avec Philippe Noiret. Un petit film tendre et drôle sur le droit à la paresse.

Mercredi 15 octobre

20 h 35. A2 — Le grand échiquier de Jacques Chancel est dédié au violoncelliste classique Yo Yo Ma qui interprétera des œuvres de Haydn, Vivaldi, Brahms, Mendelssohn, etc.

21 h 55. FR3 — Thalassa : la mer arrive encore à Beyrouth. Pendant la guerre, des chrétiens libanais fortunés ont encore l'occasion de se prélasser sur les plages...

22 h 00. TF1 — Voyage au bout de la vie : première partie d'une série de quatre émissions. Des hommes face à la mort : soigner même quand il n'y a plus rien à guérir.

Jeudi 16 octobre

21 h 45. TF1 — Infovision : une enquête sur les problèmes du commerce du sang ; et l'autre sur la dictature au Chili, au quotidien.

22 h 40. FR3 — KAL ou l'Inde revisitée : un reportage s'essaye, une fois de plus, à montrer les contrastes de l'Inde qui vit à deux vitesses : l'informatique dernier cri voisine avec les traditions ancestrales.

Vendredi 17 octobre

21 h 30. A2 — Apostrophes : avec Michèle Cotta (les miroirs de Jupiter), Yvon Chotard (les patrons et le patronat), Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau (le mariage blanc), Henri Weber (le parti des patrons — histoire du CNPF 1946-1986). Le thème commun à l'émission c'est "diriger". Tous au garde-à-vous devant Chotard ?

21 h 30. FR3 — Taxi : Magazine d'information de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson. Outre des reportages sur la dernière actualité : Joseph Franceschi, ancien secrétaire d'Etat à la Sécurité, regarde Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, à l'"heure de vérité". Chacun est son propre miroir ?

"Le tango de notre enfance"

d'Albert Mkrtchian

Dans une petite ville d'Arménie soviétique, Roumeb, rentré de la guerre, ne supporte plus la vie de famille et plaque sa femme et ses enfants pour rejoindre une infirmière. Dans la cour, les jeunes dansent les tangos de la fin de la guerre. Le fils aîné, acteur inconnu, n'en finit pas de faire ses débuts. Le cadet "tourne mal" : il fait l'école buissonnière pour rejoindre les bandes de gamins des rues. La fille connaît ses premières amours. Mais le personnage le plus attachant est sa femme, une commère au grand cœur et forte en gueule, qui s'occupe de tout et de tout le monde dans le quartier, et dit son fait à chacun. Malheur au mari déserteur, car cette forte femme met désormais tout son cœur à rendre sa nouvelle vie impossible.

L'Arménie, dit-on, est l'Italie de l'Union soviétique. Et ce film est en effet une espèce de comédie à l'italienne, tour à tour drôle et touchante.

Les personnages sont hauts en couleur. Roumeb est joué par une sorte de Fernandel à la mode arménienne, à la trogne incroyable. Et la comédienne qui joue sa femme emporte le film dans un joyeux entrain.

Et la vie dans cette cour d'immeuble populaire est montrée de manière chaleureuse : les drames, la misère, les larmes y sont un peu moins amères parce qu'elles sont aussitôt partagées par tous.

Philippe AVRIL

"Mission"

de Roland Joffé

avec Robert de Niro et Jeremy Irons

Le film annonce d'entrée qu'il est basé sur des faits réels. Effectivement, les missions jésuites, appelées alors "réductions", chez les Indiens d'Amérique du Sud, ont bien existé aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Dans les grandes lignes, ce que montre le film est exact, bien qu'évidemment romancé.

Alors que dans tout le continent américain les conquérants, principalement Espagnols et Portugais, massacraient les Indiens, les réduisaient en esclavage, guerriers et hommes d'Eglise étant en parfait accord là-dessus, ici ou là des voix se sont fait entendre pour protester contre le sort horrible fait aux Indiens, et parmi elles celles de quelques rares gens d'Eglise.

Au début du XVII[e] siècle, les Jésuites obtinrent du roi d'Espagne l'autorisation de créer des missions en terres indiennes. L'Espagne abandonnait aux Jésuites des territoires situés à la lisière de la forêt vierge, dans des zones sans intérêt économique à ce moment-là. C'était une façon de se donner bonne conscience à peu de frais et d'occuper certains des Jésuites de base "qui y croyaient"... Il y eut donc des "réductions" dans plusieurs régions de l'Orénoque, de l'Amazonie, etc.

Mais les seules qui obtinrent un succès important furent celles installées sur le cours moyen des fleuves Paraguay et Parana. Au milieu du XVIII[e] siècle, au moment de la suppression des missions, il y avait là plus de 100.000 Indiens Guaranis dans 38 missions, administrées par 83 pères Jésuites, sur un territoire grand comme la moitié de la France. Aucun Blanc, hormis les Jésuites, n'avait le droit de pénétrer sur ce territoire...

Les "réductions" payaient tribut au roi d'Espagne, mais en leur sein il n'y avait pas de propriété privée — d'ailleurs à l'origine les Guaranis travaillaient collectivement — et pas non plus d'argent. Il n'y avait ni riches ni pauvres. Des conseils de notables guaranis élus assistaient les administrateurs jésuites. On parla donc à l'égard de ces missions de "royaume de Dieu sur la terre" et de "république communiste chrétienne". Plusieurs des philosophes des XVII[e] et XVIII[e] siècles furent enthousiastes devant cette expérience sociale qui prouvait que les sauvages étaient des "bons sauvages" et qu'une société basée sur la raison pouvait exister. D'autres philosophes étaient évidemment gênés que cette société relativement libre (mais que pouvait-on faire de mieux à cette époque?) soit l'œuvre des Jésuites...

Mais les réductions du Paraguay devaient disparaître, victimes de leur succès. Elles attiraient de plus en plus la convoitise des marchands d'esclaves espagnols et portugais.

En 1750, un traité entre l'Espagne et le Portugal abandonnait 7 de ces réductions au Portugal. Mais la petite armée guaranie — car il y en avait une — battit et les Espagnols et les Portugais.

A la même époque, en Europe, l'ordre des Jésuites était attaqué, et avec lui la puissance du Pape, par plusieurs monarques "éclairés" et par des ministres bourgeois anticléricaux. L'un d'eux, le marquis de Pombal, au Portugal, expulsa les Jésuites de tous les territoires portugais en 1759. En 1767 l'Espagne à son tour interdit l'ordre et emprisonna 5.000 Jésuites. Dans cette querelle, l'affaire du Paraguay servit de prétexte. Finalement le Pape supprima les Jésuites en 1773. Plus tard, la papauté les ressuscita.

En 1767, donc, toutes les missions jésuites en territoire espagnol furent supprimées. Les Jésuites partirent. Les Indiens, abandonnés à eux-mêmes et livrés aux troupes coloniales, furent cette fois vaincus, et les missions ravagées disparurent.

Le film de Joffé ne se situe pas au cœur des missions les plus prospères, mais dans un territoire situé en amont des fantastiques chutes de la rivière Iguaçu, lesquelles chutes ont d'ailleurs leur rôle dans l'histoire. C'est là qu'œuvrent les deux héros du film. Le premier est un Jésuite à la foi pure, qui est "tout amour"; le second est un ancien esclavagiste, devenu jésuite à la suite d'une crise morale. L'auteur se plaît à nous montrer les relations et l'opposition entre les deux hommes. Pour nous, disons simplement que l'ancien guerrier qui reprend les armes pour lutter aux côtés des Indiens est finalement bien plus sympathique et bien plus utile que l'autre, qui conduit une procession religieuse au massacre.

La hiérarchie catholique en prend pour son grade. Quant à la religion, elle tire son épingle du jeu. Les croyants peuvent aller voir ce film en toute quiétude, les athées aussi. Ni les uns ni les autres probablement n'en sortiront ébranlés.

En définitive ce film est un plaidoyer — volontaire ou non — pour une certaine forme de société communiste, chrétienne et primitive, bien sûr.

Un film intéressant, bien joué par nos deux héros et superbement par les Indiens et par les chutes de l'Iguaçu.

André VICTOR

sélection ciné

WELCOME IN VIENNA
d'Axel CORTI.

Nous publierons dans un prochain numéro la critique de ce film. Mais d'ores et déjà signalons que c'est un des bons films de la rentrée.

AUTOUR DE MINUIT
de Bertrand TAVERNIER.

L'histoire émouvante d'un saxophoniste de jazz des années 1950. Pour faire aimer le jazz.
Gaumont Les Halles 1[er], Gaumont Opéra 2[e], Hautefeuille 6[e], 14-Juillet Odéon 6[e], Gaumont Champs-Elysées 8[e], Saint-Lazare Pasquier 8[e], Français 9[e], 14-Juillet Bastille 11[e], Fauvette 13[e], Gaumont Parnasse 14[e], Montparnasse Pathé 14[e], 14-Juillet Beaugrenelle 15[e], UGC Convention 15[e], Clichy Pathé 18[e].

OTELLO
de Franco ZEFIRELLI.

Le célèbre drame de la jalousie de Shakespeare qui inspira l'opéra de Verdi. Du vraiment beau spectacle.
Forum Arc-en-ciel 1[er] (VO), Biarritz 8[e], Bienvenue 15[e] (VO).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
de Stephen FREARS.

Dans l'Angleterre d'aujourd'hui en crise, la "réussite" amère d'un jeune Pakistanais et d'un loubard.
Gaumont Les Halles 1[er] (VO), Gaumont Opéra 2[e] (VO), Saint-André-des-Arts 6[e] (VO), Gaumont Colisée 8[e] (VO), Escurial 13[e] (VO), Gaumont Parnasse 14[e].

BRAZIL
de Terry GILLIAN

Une fiction vaguement inspirée du roman de George Orwell, 1984.
Epée de Bois 5[e] (VO), Saint-Lambert 15[e] (VO).

PARIS, TEXAS
de Wim WENDERS.

De belles images pour dépeindre quelques déboussolés de la vie américaine.
Cinoches 6[e] (VO).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody ALLEN.

Un acteur sort de l'écran et tombe enfin dans les bras de son admiratrice assidue.
L'Epée de bois 5[e] (VO).

SUR LES QUAIS
d'Elia KAZAN.

Un film qui dénonce la corruption réelle des syndicats américains dirigés par des gangsters, mais... au nom de la religion. Une image sombre d'une période difficile. Avec Marlon Brando.
Forum Arc-en-Ciel 1[er] (VO), 3 Luxembourg 6[e] (VO), Reflets Balzac 8[e] (VO), 7 Parnassiens 14[e] (VO).

FARHRENHEIT 451
de François TRUFFAUT.

Un pays où les livres sont interdits et où les pompiers sont pyromanes. D'après Ray Bradbury.
Action Rive Gauche 5[e], Elysée Lincoln 8[e].

FAMILY LIFE
de Kenneth LOACH.

Une jeune fille conduite à la folie par son environnement familial.
Reflet Médicis 5[e] (VO).

BOUDU SAUVE DES EAUX
de Jean RENOIR.

Un des classiques de la comédie d'avant-guerre. Avec Michel Simon.
Ranelagh 16[e].

RUE CASE-NEGRES
d'Euzhan PALCY.

La Martinique et les plantations de canne en 1931.
Ciné Beaubourg 3[e], Grand Edgar 14[e].

"Thérèse" *d'Alain Cavalier*

Le film de Cavalier raconte la vie édifiante de Thérèse Martin, plus connue sous le nom de Sainte Thérèse de Lisieux, entrée très jeune au Carmel, un ordre de religieuses cloîtrées, et morte à 24 ans en 1897, dans l'amour de Jésus et entourée de l'affection des siens. Amen !

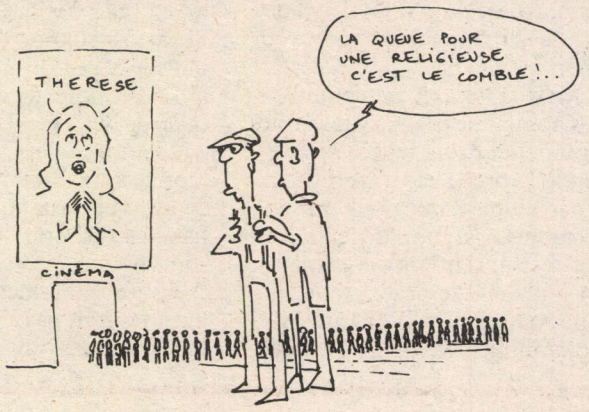
Avec Jésus, c'est l'amour vache (flagellation, bracelets cloutés à l'intérieur, ceintures de crin à porter à même la peau... on frise le "classé X"). Au lieu de *"Plus près de toi, mon dieu"*, on s'attend à ce que la petite Thérèse entonne *"I'm'fout des coups, i'm'prend mes sous, mais je l'aime"*, cantique rendu célèbre avant-guerre par Mistinguett, dont on attend toujours la béatification.

Catherine Mouchet est très convaincante dans le rôle-titre. Quand Thérèse contemple la queue frétillante d'un homard, l'émotion ressentie, y compris par le spectateur, n'a rien de gastronomique, car il a du poil aux pattes, le bougre ; et la frustration, légèrement teintée de désespoir coupable, se lit dans les yeux admirables de la sainte. Car, lorsqu'on en pince pour Jésus, il faut savoir se contenter de l'élévation morale et de la rigueur de la doctrine. La règle du Carmel est bien douloureuse.

Finalement, faute de consommer ses noces avec qui-vous-savez, Thérèse se consume de tuberculose et meurt dans la joie, la bonne humeur et l'espérance d'un monde meilleur.

Voilà un bien beau film, qui atteindra certainement son objectif : faire interdire par le Vatican la consommation de homard dans les couvents.

Paul GALLOIS



INTERNATIONAL

☐ PHILIPPINES

Le PC victime des illusions qu'il entretient sur le gouvernement

Dirigeant du Parti Communiste Philippin (PCP) et de la Nouvelle Armée du Peuple (la NAP est un mouvement de guérilla animé par le PCP), Rodolfo Salas a été arrêté à Manille la semaine dernière. Aussitôt le PCP a publié le communiqué suivant : "*Le gouvernement Aquino doit montrer son sincère désir de poursuivre les discussions en libérant Salas et ses compagnons (sa femme et son garde du corps) et en donnant l'ordre aux responsables de la défense du pays de cesser de saboter les négociations de paix*".

Corazon Aquino a eu beau féliciter publiquement les militaires pour cette arrestation, le PCP fait donc semblant de croire en son *"sincère désir"* de mener les négociations de cessez-le-feu auxquelles elle a invité les dirigeants de la guérilla, et notamment ceux du PCP. Il se borne à mettre en cause uniquement les *"responsables de la défense"* et notamment le général Enrile, chargé de ce ministère au sein du gouvernement Aquino.

Certes Enrile, qui était déjà le dirigeant en chef des forces armées sous la dictature de Marcos, ne fait pas mystère de vouloir faire la chasse et la guerre aux membres du PCP. Il y a une différence de ton entre lui et Corazon Aquino. Mais dans les faits, leur attitude respective vis-à-vis du PCP est plus complémentaire qu'opposée. Tous deux ont une haine viscérale pour ceux qui, de près ou de loin, peuvent paraître représenter les masses populaires en lutte. Et qu'elle ait ordonné l'arrestation de Salas ou qu'elle l'ait tolérée, Corazon Aquino l'a revendiquée et s'en est félicitée.

Comme les gouvernants qui prétendent rassembler toutes les couches sociales d'une population, des plus pauvres aux plus riches, toutes les forces politiques, de l'extrême-droite au PC, la présidente des Philippines a choisi son camp : celui des possédants contre les pauvres, celui de l'armée contre la population et celui de l'extrême-droite contre le PCP. Et si elle fait traîner en longueur des pourparlers de cessez-le-feu avec le PCP, ce n'est que pour chercher à démobiliser la guérilla, pour chercher à isoler le PCP et le forcer à rendre les armes sur de vagues promesses, tandis que l'armée et la police, elles, on vient de le voir, restent sur le pied de guerre. Cette stratégie est illustrée par le fait que Salas a été arrêté la veille même du jour où il devait participer à une négociation avec des émissaires du gouvernement à un moment donc où il se sentait en sécurité.

Cette arrestation sonne comme un avertissement. Et pourtant le PCP se dit prêt à poursuivre les négociations !

Certes, il dispose d'une force armée de plus de 20.000 hommes dans les campagnes et très probablement d'un soutien non négligeable dans la classe ouvrière, et il espère sans doute poser certaines conditions au gouvernement.

Mais le PCP ne mène pas une politique révolutionnaire, même si le fait qu'il dirige un mouvement de guérilla lui donne une coloration radicale. Certains dirigeants du PCP ont d'ailleurs clairement annoncé qu'ils avaient pour objectif de négocier avec Aquino un retour à la paix civile et leur participation au consensus national, pour ne pas dire au gouvernement, puisque telle est la perspective que la présidente a fait miroiter au PCP pendant un temps.

Alors le PCP veut croire et surtout veut faire croire qu'au sein du gouvernement s'affronteraient des forces contradictoires et qu'il pourrait jouer sur ces contradictions, réelles ou supposées, entre l'extrême-droite militariste d'Enrile et un courant présenté comme favorable à la population qu'incarnerait Aquino. Mais ce faisant — pour autant qu'Aquino se prête à ce jeu ou que l'armée et Enrile le permettent — le PCP ne fait que renforcer des illusions dangereuses qui existent probablement dans la population. En effet, le PCP n'hésite pas à accréditer l'idée, auprès des ouvriers et des paysans pauvres, que dans les conflits qui les opposent aux patrons, aux propriétaires terriens qui dans certaines régions se conduisent en véritables potentats armés, ils peuvent attendre une aide quelconque d'une partie du gouvernement.

La recherche d'une alliance avec Aquino coûtera sans doute cher au Parti Communiste Philippin. Quels que soient les compromis auxquels il est prêt, il ne peut que provoquer la hargne et la haine de classe des possédants, de l'armée, du personnel politique de la bourgeoisie, Aquino y compris. Non pas pour la politique que mène actuellement le PCP, mais pour les illusions, les espoirs qu'entretient le PCP dans les classes pauvres, classes avec lesquelles la bourgeoisie sait bien, elle, qu'aucun compromis n'est possible. Enrile tend le poing au PCP, Aquino feint de lui tendre la main : la belle différence, quand on sait que la même Aquino n'hésite pas à faire arrêter ses dirigeants aujourd'hui et que demain c'est peut-être elle qui appellera à intensifier une répression militaire (qui n'a d'ailleurs jamais cessé depuis la chute de Marcos en février dernier) contre le PCP !

Mais le pire est que la politique du PCP risque de coûter plus cher encore à la population pauvre des villes et des campagnes, à tous ceux que personne — ni le Parti Communiste, ni aucune autre organisation — n'aura préparés à se méfier de ces faux amis gouvernementaux que sont les Aquino et consorts. Car si, dans les pays riches, les illusions dans les gouvernements d'union populaire n'engendrent que de la démoralisation et de la résignation, dans les pays pauvres, de telles illusions se payent toujours par des massacres et des bains de sang.

Marie DORIAN

☐ INDONÉSIE

Exécutions de dirigeants communistes

Une odieuse série d'exécutions capitales de dirigeants du Parti Communiste Indonésien (PKI) marque l'actualité : neuf d'entre eux ont été exécutés en une quinzaine de jours par la dictature de Suharto, et l'on craint pour la vie de plusieurs autres dans les jours à venir.

Il s'agit vraiment là d'une vengeance froide : ceux qui viennent d'être exécutés se trouvaient emprisonnés depuis au moins quinze ans.

L'Humanité s'est indignée à juste titre du silence complice de Mitterrand. Quelques jours avant les premières exécutions, il se pavanait en Indonésie, s'amusant littéralement des questions posées par quelques journalistes qui s'étonnaient qu'il n'ait rien à dire sur la situation des "droits de l'homme" là-bas.

Mais si les exécutions de détenus communistes ou syndicalistes en Indonésie sont ignobles, s'il est fondé de protester, voire de manifester aujourd'hui pour que soit au moins épargnée la vie de ceux qui se trouvent encore menacés, un problème se pose à tout militant communiste. Voilà un Parti Communiste, celui d'Indonésie, qui avait atteint une force considérable, trois millions de membres, et bien plus encore si l'on compte les organisations proches du parti. Ce Parti Communiste était, il y a vingt et un ans, le plus puissant du monde dit "occidental". Et pourtant, du jour au lendemain, il s'est trouvé balayé, physiquement écrasé, et avec lui ont été liquidés les espoirs de millions d'exploités, pour plusieurs générations, dans un bain de sang qui a peut-être fait à l'époque un million de morts.

Alors, pourquoi ? Et comment ? Est-ce qu'un Parti Communiste fort et des millions de travailleurs organisés n'auraient aucune chance ? Est-ce que les opprimés seraient condamnés à craindre et subir la répression ? Et est-ce que, lorsque celle-ci commence à s'abattre, tout serait définitivement perdu ?

La politique du PKI, au lendemain de l'indépendance en 1945, a consisté à s'allier avec l'un des représentants du camp bourgeois : Soekarno. Celui-ci clamait haut et fort son "neutralisme", son "non-alignement", voire son "anti-impérialisme". Mais Soekarno n'était pas le défenseur des opprimés, des travailleurs indonésiens. C'était seulement le défenseur d'une bourgeoisie indonésienne, faible, en butte aux bourgeoisies impérialistes, fortes. Et s'il cherchait à obtenir par son langage la sympathie des travailleurs, c'était pour servir ses intérêts à lui et ceux de la bourgeoisie qu'il représentait, pas les leurs.

Cela, une direction comme celle du Parti Communiste Indonésien avait les moyens de le savoir et de le révéler aux travailleurs. Ce parti aurait pu leur apprendre à ne compter que sur eux-mêmes pour les luttes qu'ils avaient à mener ; leur apprendre à se méfier d'un "allié" comme Soekarno, à le juger non sur son langage de "gauche" mais sur ses actes, quand il empêchait par exemple les travailleurs des campagnes d'occuper des terres de grands propriétaires.

Mais au lieu d'apprendre aux travailleurs à découvrir leur force en eux-mêmes, le PKI fit tout le contraire : il leur mit dans la tête que Soekarno était un sauveur.

Cette politique profita un temps au Parti Communiste Indonésien car, dans la mesure où Soekarno accepta l'alliance avec le PKI, celui-ci se gonfla de nouveaux adhérents, de nouveaux militants.

En 1965, devant un immeuble du Parti Communiste, mis à sac. *(Ph. AFP)*

Mais en 1965 les Etats-Unis avaient décidé de ne plus laisser un Parti Communiste en situation de soutenir un gouvernement dans le monde occidental. Un coup d'Etat militaire se prépara, presque ouvertement. Soekarno ne bougea pas. Et les classes populaires, qui n'avaient d'autre leader que Soekarno ni d'autre politique que la sienne, à qui personne n'avait appris les immenses possibilités qu'elles pouvaient trouver en elles-mêmes, y compris face à ce type de danger, les classes populaires se trouvèrent moralement désarmées.

Voilà pourquoi le carnage fut terrible.

La seule tentative contre le coup d'Etat fut le fait, au tout dernier moment, d'une fraction de l'armée restée fidèle à Soekarno. Et là, l'ignoble s'allie au dérisoire ; car c'est cette tentative lamentable que le dictateur Suharto reproche aujourd'hui aux communistes qu'il exécute. Ils meurent pour avoir fomenté ce prétendu "complot communiste" de 1965.

Hervé MARTIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995